



Colloque « Heurs et Malheurs du capitalisme »

Vendredi 4 février
IUFM Clermont Ferrand, Chamalières

Les heurs du capitalisme

Jacques Brasseul
Université de Toulon, LEAD

Les heurs du capitalisme

Jacques Brasseul
Université de Toulon, LEAD

« Là, le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute »
Voltaire, *Lettres philosophiques*, 1734.

Il ne s'agit pas ici des heurts du capitalisme, au sens des conflits, des cahots, des crises, des inégalités qui l'accompagnent, ni des heures du capitalisme, au sens de son évolution, de ses phases, mais bien des *heurs*, au sens du titre du colloque, de ses bonheurs, de ses succès, de ses réussites. Il s'agit donc d'un plaidoyer pour le système, il s'agit de se faire son avocat, *l'avocat du diable* pourrait-on dire tant le capitalisme est honni un peu partout. Nul système n'aura créé autant de prospérité et de liberté, et en même temps n'aura été aussi rejeté et détesté. Condamné pour des raisons morales, essentiellement parce qu'il repose sur l'égoïsme individuel¹ et le profit, comme le disait Adam Smith dans *La Richesse des nations*, bien avant Bourdieu : « *Tout pour nous et rien pour les autres, semble avoir été, à toute époque du monde, la vile maxime des maîtres de l'humanité* ». Détesté dans les mots surtout d'ailleurs, car dans les faits il est adopté pratiquement partout. Il y a donc un mystère dans cette contradiction. Défendre le capitalisme est aussi assez difficile, surtout devant un public d'intellectuels, traditionnellement critiques, car on donne l'impression d'être acheté par le système, d'aller dans le sens des intérêts puissants, etc., alors que bien sûr il est plus valorisant d'adopter une position de contestataire et de rebelle, de parler du « néolibéralisme ou de l'ultralibéralisme triomphant² », du « fanatisme du marché », du « totalitarisme des marchés », même si les rebelles comme les partisans en bénéficient de la même façon.

Irving Kristol, le « *pape du néoconservatisme³ américain* », selon l'expression consacrée, disparu en 2009, a publié un ouvrage en 1978 intitulé *Two Cheers for Capitalism*, deux acclamations, deux hurrahs, pour le capitalisme. Il faut comprendre ce titre comme un enthousiasme restrictif. En effet, l'expression courante est *Three Cheers for*, et si on n'en accorde que deux, c'est donc qu'on met des réserves. Il accordait une acclamation pour la prospérité, une autre pour la liberté, le lien avec la démocratie, mais pas trois, étant donné l'instabilité du système, les chocs produits par exemple pour les familles victimes de fermetures brutales d'usines, les inégalités, etc. Cette restriction, ce fait de retenir la troisième

¹ Cependant, pour Smith, cet égoïsme devait être pris dans un sens large, « il inclut des formes de bienveillance naturelle, de sens du devoir, et d'ambitions différentes de celles qui gravitent autour du moi. Et surtout, l'intérêt personnel dans l'ordre économique englobe la famille. Voilà une nuance importante qui semble ignorée dans bien trop d'analyses économiques ». Novak, 1987. Wilson (1995) développe une idée comparable avec une comparaison iconoclaste : « *Ce n'est pas parce que le profit est l'affaire des entreprises qu'il s'agit là de leur seul caractère et préoccupation, pas plus qu'on ne pourrait imaginer que puisque les familles ont le sexe au centre de leur raison d'être, il constitue leur seul aspect...* »

² Sauf peut-être pour les pays émergents et les pays de l'Est, le libéralisme n'est guère triomphant, on peut rappeler que dans les pays industrialisés vers 1900, la part de l'État dans l'économie était de l'ordre de 7%, aujourd'hui elle est plus proche de 50%, en Europe en tout cas, de l'ordre de 40% au Japon et aux États-Unis. Sur un siècle, « l'ultralibéralisme » est plutôt en berne que « triomphant ».

³ L'expression de néoconservatisme date de 1973, elle a été forgée par un marxiste américain, Michael Harrington, dans un article de Dissent, « *The Welfare state and its Neoconservative Critics* ».

acclamation, était d'ailleurs pour Kristol « la marque de fabrique du néoconservatisme ». Nous retiendrons ici ces deux points, en parlant d'abord du développement économique, *la prospérité*, puis de la démocratie, *la liberté*, conservant brièvement d'autres aspects positifs pour une dernière partie, à savoir la paix et la tolérance, ce qu'on pourrait résumer par *la moralité* du capitalisme. Mais d'abord, il n'est pas inutile de suggérer quelques définitions.

DES SYSTÈMES ECONOMIQUES ET DE LEURS CLASSEMENTS

L'étymologie du mot est la suivante : capitalisme, comme capital, comme capitale, comme chef, comme chapitre, comme cheptel, comme acheter (*ad-capitare*, réunir à son capital), vient du mot latin *caput*⁴, qui veut dire *tête*, mais a d'autre sens également pour les Romains : *individu*, personne ; vie, existence ; intelligence, *cerveau* ; chef, directeur ; source, origine ; ville principale, capitale ; chapitre, sommaire, article ; et finalement capital, principal d'une dette, d'une rente. Cette origine (*tête*) est parfaitement adaptée au capitalisme au sens actuel, qui est à la fois un régime basé sur l'individualisme et sur l'innovation, produit du cerveau, de l'intelligence. Max Weber définit le capitalisme par la recherche du profit : « *Il s'identifie à la recherche du profit et d'un profit toujours renouvelé par le biais d'une entreprise. L'action capitaliste repose sur l'attente de bénéfices tirés des chances saisies de procéder à des échanges, mais des chances officiellement pacifiques* » (L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, 1904).

Cependant la définition courante, par *la propriété privée des moyens de production*, semble plus adaptée, car tous les autres aspects en découlent : la recherche du profit, la concurrence entre les entreprises, l'accumulation du capital. Sans la propriété privée des moyens de production, et la liberté de créer une entreprise, ces autres aspects n'existeraient pas. C'est donc une définition juridique qui paraît la plus simple et la plus pertinente.

La définition du capitalisme par la propriété privée repose sur un droit très ancien, puisque les peuples bibliques le reconnaissent (*Tu ne voleras point*, 8^e commandement) comme garant du bien commun. C'est déjà l'idée, selon le théologien Michael Novak, que l'échange et donc les marchés « *encouragent la prospérité et l'accroissement des connaissances : Jérusalem aux temps bibliques était avant tout un lieu d'échange, un marché, au carrefour de trois continents. ... Mais ce n'est qu'après des millénaires que le système que nous appelons aujourd'hui capitalisme s'est diffusé et répandu partout sur la planète. ... Le rôle du judaïsme et du christianisme est essentiel dans cette évolution et la naissance de cette dynamique interne* ».

Si on adopte cette définition juridique, on peut distinguer capitalisme et économie de marché, la seconde ayant une définition économique, la liberté des prix, les mécanismes bien connus du marché, le libéralisme économique. On peut ainsi distinguer mode d'appropriation des moyens de production et mode de régulation des activités économiques. La combinaison des deux donnant un système économique.

Système économique = un mode d'appropriation des moyens de production + un mode de régulation des activités économiques

⁴ Le mot latin *caput, capitis*, a une origine indo-européenne, qu'on retrouve dans des langues non latines, comme *haupt*, tête en allemand, ou *head* en anglais. Par contre le mot allemand *kaputt*, cassé, foutu, vient du français et de la guerre de Trente ans (1618-1648) : *capot, capoter*, qui a donné *kaputt*.

Si on prend les cas extrêmes de chaque critère, mode d'appropriation privée des moyens de production (capitalisme) et mode d'appropriation collective (socialisme⁵) d'un côté, et de l'autre mode de régulation par le marché (économie de marché) ou par un plan central (économie planifiée), on obtient les quatre possibilités suivantes, les systèmes économiques principaux.

Capitalisme de marché (cas le plus courant)

Socialisme planifié (URSS, Chine maoïste, démocraties populaires, Cuba, Corée du Nord)

*Socialisme de marché*⁶ (Yougoslavie de 1945 à 1990, Chine de 1979 à 2004)

Capitalisme planifié (Allemagne nazie, Inde de 1947 à 1991, Corée du Sud de Park Chung Hee, de 1961 à 1985).

		Mode de régulation des activités économiques	
		Marché	Plan
Mode d'appropriation des moyens de production	privé	<i>Capitalisme de marché</i>	<i>Capitalisme planifié</i>
	collectif	<i>Socialisme de marché</i>	<i>Socialisme planifié</i>

Naturellement ce classement ne retient que des cas limites, la réalité est plus nuancée, et faite souvent d'un mélange de public et de privé, de marché et d'intervention, il ne sert qu'à fixer les idées et établir des bornes. La notion de *capitalisme d'État* par exemple n'entre pas dans cette représentation. Il s'agit d'une économie où l'État joue un rôle important et où le secteur public occupe une place importante, mais qui reste capitaliste dans la mesure où le secteur privé domine, où la production reste principalement le fait d'entreprises privées. La France ou la Hollande d'après-guerre avec leur planification indicative et leurs nationalisations correspondent par exemple à ce cas. Par contre, appliquer cette notion de *capitalisme d'État* au système soviétique est une contradiction absolue, puisque le capitalisme implique la propriété privée des moyens de production et que celle-ci était absente en URSS. Il s'agissait bien d'un système de socialisme réel caractérisé par la socialisation des moyens de production, et non de capitalisme. Vouloir désigner ce système comme une forme de capitalisme s'apparente plus à une tentative de dédouaner le socialisme de l'échec qu'il a encouru (et l'attribuer une fois de plus au capitalisme) qu'à une analyse sérieuse.

Si on ajoute à ce premier classement qui retient *le mode de régulation des activités économiques* (marché ou plan) et *le mode d'appropriation des moyens de production* (privée ou publique), le *régime politique* en vigueur (démocratie ou régime autoritaire), on obtient alors huit systèmes politico-économiques possibles qui apparaissent dans le tableau suivant.

⁵ On prend ici le mot socialisme au sens économique, c'est-à-dire *le socialisme réel*, et non au sens politique, de social-démocratie, qui justement accepte et l'économie de marché et la propriété privée des moyens de production, mais cherche simplement à les aménager dans un sens social.

⁶ Le socialisme de marché démocratique est décrit par Branko Horvat, économiste croate (1928-2003) dans son ouvrage ambitieux de 1982, *L'économie politique du socialisme*. Il s'agit d'un projet, le socialisme de marché yougoslave, sous Tito, n'était pas démocratique, même si les gens disposaient de plus de libertés que dans les démocraties populaires.

		Régime politique		
		démocratique	autoritaire	
Mode de régulation des activités économiques	Marché	capitalisme démocratique de marché <i>ex. pays occidentaux</i>	Capitalisme de marché non démocratique <i>ex. Chili 1973-1990</i>	appropriation privée
		Socialisme démocratique de marché <i>ex. ?</i>	Socialisme de marché non démocratique <i>ex. Chine 1979-2004</i>	appropriation collective
Plan		Socialisme démocratique planifié <i>ex. ?</i>	Socialisme planifié non démocratique <i>ex. URSS 1917-1990, dém.pop.</i>	collective
		Capitalisme démocratique planifié <i>ex. Inde avant 1991</i>	Capitalisme planifié non démocratique <i>ex. Corée du Sud jusqu'en 1985, All. nazie</i>	Appropriation privée

L'intersection appropriation collective et démocratie apparaît en grisé. Ce sont des ensembles vides, on ne trouve pas d'exemple de leur combinaison. La raison en est simple, lorsque l'État est amené à tout contrôler, il n'y a plus de place pour la démocratie, à moins d'engager des anges comme fonctionnaires, politiciens, hommes d'État, etc. On y reviendra dans la troisième partie.

Un autre classement des systèmes économiques, plus simple et se plaçant sur la très longue durée, est celui de Robert Heilbroner⁷. Au cours de leur histoire, les hommes ont trouvé seulement trois grands systèmes pour s'assurer que leurs besoins seraient en gros satisfaits et que l'espèce ne risquerait pas de disparaître : la tradition, l'autorité et le marché.

– *La tradition*. La société repose sur des coutumes bien établies et interdit notamment à tout individu de faire autre chose que le métier de ses parents. Adam Smith décrit ainsi l'Égypte ancienne où on considérait comme un sacrilège épouvantable le fait de vouloir changer d'activité par rapport à son milieu. Le système des castes en Inde ou en Afrique appartient à cette catégorie. La rationalité du système est claire : la société s'assure ainsi, en perpétuant les traditions, que tous les biens nécessaires seront délivrés chaque année, qu'il y aura toujours du blé, des logements, des services x ou y, etc. On limite les risques en empêchant les gens

⁷ Dans l'introduction de son best-seller mondial sur les grands économistes, *The Worldly Philosophers*, littéralement « les philosophes du matériel », paru en 1953 chez Simon & Schuster et réédité 7 fois en anglais, traduit partout, vendu à 4 millions d'exemplaires. Il s'agit du deuxième plus grand succès de librairie en économie, après le manuel de Paul Samuelson, *Economics* (1948), 19 éditions.

d'abandonner une activité qui est nécessaire à la collectivité. Il n'y a pas de coût administratif élevé parce que les traditions sont respectées par habitude : la religion appuie le système, les gens ne peuvent même pas concevoir autre chose. Peu de contrôle est nécessaire. Mais si cette organisation assure la sécurité, elle est peu favorable à l'innovation. La société est stable, mais elle est figée.

– *L'autorité.* La société s'assure que tous les biens nécessaires à la survie seront fournis en répartissant les activités de façon autoritaire, centralisée, planifiée. Ces orientations strictes seront données par l'empereur, le monarque, le tyran ou le plan central, pour les travaux d'irrigation, la construction des temples, de routes, les investissements, la production des biens, les quantités à produire, etc. La grande muraille de Chine, les terrasses cultivées des Incas, les bâtiments romains, les manufactures de Colbert, les industries lourdes soviétiques, ont été construites sous le système de l'autorité. Une telle organisation fonctionne puisqu'elle fixe les productions dans le présent et l'avenir en fonction des besoins essentiels de la population. Elle peut même être favorable à l'innovation puisque l'État lance de grands programmes, comme par exemple la recherche spatiale en URSS ou la construction de centrales nucléaires. Ce système est en contrepartie peu favorable à l'initiative et aux libertés individuelles, l'État est amené à s'occuper de tout, non seulement d'économie, mais aussi de politique, de mœurs, de techniques, etc. Il y a peu de chances de voir se développer les droits démocratiques ni les innovations décentralisées : l'homme à la base, même s'il est un inventeur de génie, aura peu de possibilités de se faire entendre. La société est en outre de plus en plus difficile à gérer depuis le haut lorsqu'elle devient plus complexe. Ainsi en URSS, dans une société devenue industrielle et non plus rurale, le plan a été incapable de remplacer les millions de décisions d'un système décentralisé. Il faut insister ici sur le fait que ce système est ancien, et donc que le socialisme soviétique, contrairement à l'idée répandue qu'il s'agissait d'un système révolutionnaire, était en fait une version moderne d'un mode d'organisation millénaire.

– *Le marché.* L'idée du marché généralisé comme mode d'organisation de la société est apparue au XVIII^e siècle avec les philosophes des Lumières, notamment les physiocrates. Ce siècle a développé les deux principaux concepts qui caractérisent nos sociétés modernes : la démocratie et l'économie de marché. Les deux suscitaient d'ailleurs à l'époque des oppositions farouches. Comment, disaient les défenseurs de l'autorité, comment un tel système pourrait-il fonctionner puisqu'il laisse les individus choisir eux-mêmes leurs activités ? Qui nous garantira que toutes les productions nécessaires seront réalisées ? Les besoins ne seront plus satisfaits, car si personne ne veut faire telle ou telle activité, les pénuries vont se développer, en même temps que les excédents là où tout le monde voudra aller. On risque de manquer de nourriture par exemple s'il n'y a pas assez de paysans pour cultiver la terre, et toute l'espèce sera en danger si on généralise un tel mode d'organisation. La réponse des libéraux était que le marché allait réguler tout seul la production en fonction des besoins : des mécanismes automatiques établiraient les équilibres, il n'y aurait ni excédents ni pénuries. Tout cela nous est évidemment familier maintenant, mais à l'époque c'était incompréhensible pour la plupart des gens. L'introduction du marché généralisé a été une véritable révolution dont on n'est guère conscient aujourd'hui. Ce qui explique évidemment son fonctionnement est le mécanisme des prix libres qui assurent les équilibres. Les millions de décisions décentralisées permettent des ajustements permanents, de façon beaucoup plus efficace que la tradition ou l'autorité, et à un coût administratif plus faible. La différence entre le socialisme réel et le capitalisme de marché est que ce dernier cherche toujours à « casser les pénuries qui entravent la course à la croissance » (D. Cohen), alors que le premier s'en accommode, qu'il ne comporte aucun mécanisme intrinsèque qui permette de

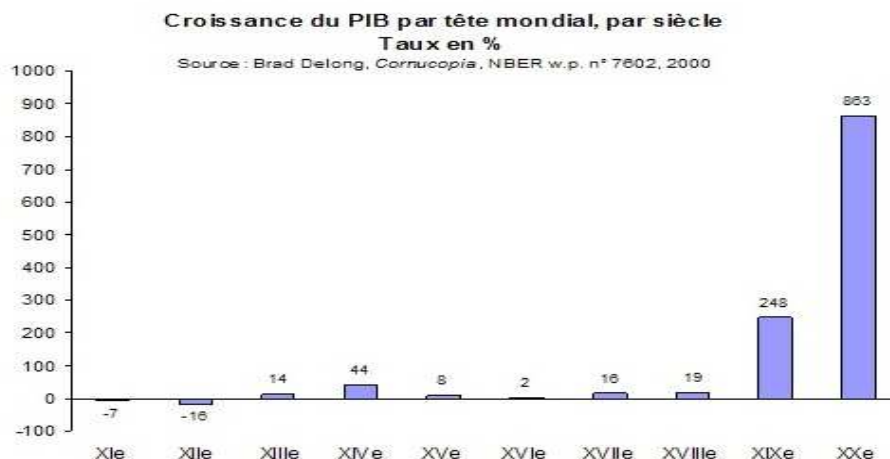
les éliminer. En plus, à la différence des deux autres, le système favorise l'innovation et aussi la mise en place d'institutions politiques non contraignantes.

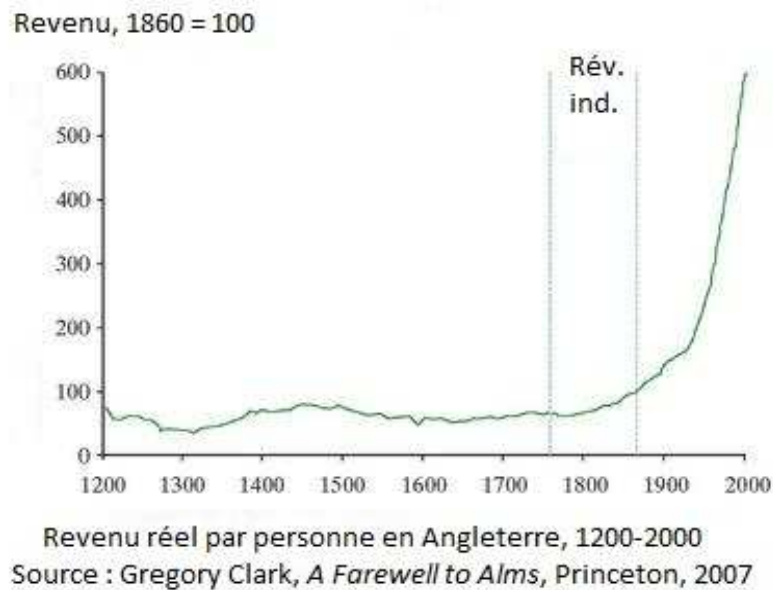
La plupart des auteurs ne distinguent pas capitalisme et économie de marché, bien que les faits et le classement théorique permettent de voir que leur essence est différente. La raison en est que les deux vont la plupart du temps ensemble à travers le monde et l'histoire, on parlera donc du *capitalisme de marché* dans la suite de cet exposé. Il recouvre les deux aspects d'un concept unique, *la liberté économique*. La liberté des prix et des marchés, d'un côté, la liberté de créer et posséder une entreprise, de l'autre.

PROSPERITÉ

Le capitalisme de marché a accompagné la grande rupture qui a démarré au XVIIIe siècle et qu'on a coutume d'appeler la révolution industrielle. Les avis diffèrent sur le moment initial de cette révolution économique – la deuxième dans l'histoire de l'humanité, la première étant la révolution néolithique, lancée par les femmes quelque part en Anatolie il y a environ dix mille ans –, pour la plupart il s'agit de la première révolution industrielle, avec ses dates classiques qui correspondent au règne de George III : 1760-1820, pour d'autres comme Douglass North, la véritable révolution économique date de la fin du XIXe siècle, ce que les historiens appellent la deuxième révolution industrielle. Pour le prix Nobel, c'est en effet à cette époque que naît la fusion entre la science et les techniques, entre les laboratoires de recherche, avec des équipes de savants, et les innovations des entreprises, fusion qui donne lieu à l'avalanche de découvertes et de techniques que nous connaissons depuis environ 120 ans. C'est l'Allemagne qui est le pays pionnier, non plus l'Angleterre, car les innovations du XVIIIe sont le fait de bricoleurs ingénieux, d'artisans isolés, sans lien avec la science. L'accélération est illustrée par ces données, rappelées par Heilbroner (1986) : « *Depuis la mort d'Adam Smith, le volume de la production industrielle mondiale a augmenté plus de 500 fois. Les deux tiers de cette augmentation sont survenus depuis la guerre* ».

Quoi qu'il en soit, cette rupture change rapidement les modes de vie à travers la planète, beaucoup plus vite qu'au moment de la première révolution économique, du fait bien sûr que la densité n'est plus la même (on avait il y a dix mille ans quelque 10 millions d'hommes répartis sur la planète, soit la population de la Belgique) et que les techniques de communication n'ont évidemment rien à voir. Elle peut être illustrée par les graphiques suivants. On peut noter que la hausse du revenu au XIVe siècle sur le premier est le résultat de l'effondrement de la population dans le monde (peste, guerres, famines) alors que celle des XIXe et XXe siècles s'accompagne de l'explosion démographique mondiale. La première est *l'effet* du piège malthusien, la seconde correspond à *la sortie* du piège malthusien.





Comment les grands auteurs ont analysé cette rupture fondamentale ? Marx et Engels dans le Manifeste en 1848 sont les premiers à analyser le phénomène de façon claire, le texte est un véritable hymne au capitalisme et au dynamisme de la bourgeoisie, une œuvre au souffle lyrique extraordinaire, non seulement un jalon dans la pensée économique, mais aussi dans la littérature classique : « *En un siècle à peine de sa domination de classe, la bourgeoisie a créé des forces de production plus imposantes et plus colossales que toutes les générations précédentes réunies. ... Dans quel siècle passé pouvait-on prévoir que de telles forces productives sommeillaient au sein du travail social ?*⁸ »

Schumpeter⁹ met les innovations et l'entrepreneur capitaliste au-devant de la scène pour expliquer le phénomène. Nombreux sont ses successeurs, ainsi Novak (2000) définit ainsi le capitalisme américain, dans une vision de type schumpétérien : « *La vertu distinctive de ce système est l'accent qu'il met sur l'entreprise, l'invention et la découverte – en bref l'intuition créative des entrepreneurs. C'est là la source de son dynamisme sans rival et du torrent de nouvelles technologies qu'il a généré. ... Bien sûr ce dynamisme intrinsèque est soutenu par tout une panoplie d'autres institutions : l'État de droit, les libertés individuelles, la création ouverte et aisée de nouvelles affaires, accès au capital-risque, des taxes relativement faibles, une éducation universelle, et une culture qui baigne dans le goût de la nouveauté* ».

Karl Polanyi pour sa part voit dans l'extension du marché, dans la constitution d'une économie de marché, l'origine de la révolution industrielle : « *Nous avançons l'idée que tout cela (la révolution industrielle et les transformations qui l'ont accompagnée) était simplement le résultat d'un unique changement fondamental, la création d'une économie de marché* » Une économie de marché qui se caractérise surtout par le fait que non seulement les biens, mais

⁸ *Manifeste du parti communiste*, dans la traduction de Corinne Lyotard (1973).

⁹ Bien avant Schumpeter, John Locke dans son *Essai sur l'entendement humain* (1690) a mis en avant le rôle fondamental des innovations, les « œuvres » dans son vocabulaire. Pour lui les inventeurs de nouveaux procédés et de nouveaux produits sont de plus grands bienfaiteurs de l'humanité que les humanistes distribuant des charités : « *Si les œuvres sont bien dirigées, elles peuvent être d'un plus grand bénéfice pour l'humanité que les hôpitaux ou hospices, monuments de charité exemplaire élevés à grand frais. Le premier qui découvrit l'imprimerie, ou utilisa le compas, ou diffusa les vertus du quinquina (quinine), a fait plus pour la propagation du savoir, pour l'accroissement et la diffusion du confort, pour faire reculer la mort, que ceux qui ont construit collèges, asiles et hôpitaux* ».

aussi les facteurs de production, passent au marché. Deux facteurs ont joué un rôle essentiel dans cette évolution, les *enclosures* et les grandes découvertes.

La *clôture des terres* commence en Angleterre au XIII^e siècle et le mouvement s'étend jusqu'au XIX^e. Il s'agit au départ des terres à pâturage destinées à l'élevage des moutons et à la production de laine. Les seigneurs éleveurs s'aperçoivent des possibilités considérables de gain que la vente de laine représente, vers les villes ou les centres textiles des Flandres. Pour les réaliser il faut gérer et surveiller les troupeaux, donc enclore. Le résultat est double, les terres deviennent mieux identifiables comme propriété d'une personne et commencent à être vendues : c'est l'apparition du *facteur de production terre, échangeable sur un marché*. On passe ainsi des relations féodales où la terre confère pouvoir et prestige, et où elle est exploitée en commun dans le champ ouvert collectif (*open field*) et rarement vendue, à une première forme de capitalisme agraire. Une deuxième conséquence des enclosures est le début d'un exode rural des paysans chassés de leur terre, car la surveillance des troupeaux exige moins de main d'œuvre que la culture. Le travail devient aussi *un facteur de production échangeable sur un marché : le marché du travail*. Le salariat remplace peu à peu les relations hiérarchiques du Moyen Âge caractérisées par les contraintes héréditaires des tenanciers vis-à-vis des seigneurs. Les *grandes découvertes* auront des effets comparables, cette fois-ci dans toute l'Europe, mais selon des voies différentes. L'afflux d'or et surtout d'argent depuis les mines d'Amérique provoque la grande inflation du XVI^e siècle. Une première conséquence est la hausse des profits, les prix augmentant plus vite que les salaires. Cette hausse permet des investissements et une accumulation progressive du capital à l'origine d'un enrichissement du continent, facilitant plus tard la révolution industrielle. C'est l'apparition d'un marché des capitaux.

Une autre conséquence de l'inflation est la ruine progressive des titulaires de revenus fixes, notamment les propriétaires terriens. Ceux-ci forment une nouvelle catégorie sociale, celle des nobles sans fortune condamnés à vendre leurs terres à ceux qui, comme les bourgeois enrichis par l'inflation, peuvent les acquérir. Ainsi, de même qu'avec les enclosures, le résultat est l'apparition et le développement du marché de la terre-facteur de production. En outre ces aristocrates ruinés se tournent vers le commerce ou l'industrie, dérogeant ainsi à leurs traditions, et favorisent par là l'essor du capitalisme.

Cette longue transformation dans laquelle les *fiefs* deviennent un facteur de production, la *terre*, fournissant un revenu (la rente) ; où les *serfs* deviennent des hommes libres de vendre leur *travail* rémunéré par un salaire ; et où le *trésor* devient un *capital* destiné à rapporter profit ou intérêt, est celle de la *naissance du capitalisme de marché*, système où les biens mais aussi les facteurs de production sont échangés sur des marchés qui fixent leurs prix. Un système économique entièrement nouveau apparaît dans lequel les richesses sont destinées à la vente, et non des objets de prestige permettant l'affirmation d'un statut, et dans lequel les hommes sont animés essentiellement par des valeurs matérielles comme la recherche du profit, et non plus des valeurs liées au pouvoir et au prestige artistique, intellectuel ou spirituel.

La Nouvelle Économie Institutionnaliste enfin, à travers son chef de file Douglass North, met l'accent comme il se doit sur le rôle des institutions, au sens d'un ensemble de règles qui tendent à être adoptées entre le XV^e et le XVIII^e siècle dans les pays pionniers que furent principalement les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Des règles formelles et informelles, où pêle-mêle figurent le respect du droit, la garantie des droits de propriété, le respect des contrats, la protection des agents et des échanges, l'autorité de l'État, la protection des inventeurs, le bon fonctionnement des marchés, la confiance, la liberté d'entreprendre, la mobilité des facteurs, l'abolition des privilèges et des monopoles, les comportements civiques, l'intégrité des administrations, etc. Les coûts de transaction sont au cœur de l'analyse institutionnaliste, car tous ces éléments ont pour fonction d'empêcher la montée inévitable de ces coûts, au fur et à mesure que les échanges deviennent impersonnels et que la

société devient plus complexe. Le tableau suivant permet de mieux comprendre l'évolution des deux types de coûts, coûts de transaction qui accompagnent l'échange, coûts de production qui correspondent à la fabrication des biens et services (les seuls retenus dans l'analyse microéconomique néoclassique).

Évolution des coûts de production et de transaction avec le développement

	Coûts de production	Coûts de transaction
société primitive ↓	élevés ↓	faibles ↓
société développée	faibles	élevés

Le développement économique s'accompagne d'un *accroissement des coûts de transaction* au fur et à mesure que la société devient plus complexe et d'une *réduction parallèle des coûts de production* au fur et à mesure que le capital s'accumule et que la société se spécialise. Toute la question est de savoir si la baisse des seconds ne sera pas annulée par la hausse des premiers : les institutions seules feront la différence en limitant ou non cet accroissement.

Dans ce courant institutionnaliste, Rosenberg et Birdzell mettent également l'accent, non seulement sur ces innovations institutionnelles qui tendent à se répandre aux Temps modernes, mais également sur l'apparition d'une plus grande autonomie des activités de production. La chute de la féodalité et la Réforme, durant la Renaissance, permettent le desserrement des contraintes exercées par les autorités politiques ou religieuses sur les activités économiques. Les transactions commerciales et financières (taux d'intérêt) deviennent plus libres et le partage entre les unités soumises à une réglementation publique (manufactures et corporations) d'une part, et les entreprises libres de déterminer leur production et de fixer leurs prix, d'autre part, se fait progressivement à l'avantage des secondes. Les industries rurales, proches des matières premières et des sources d'énergie, peuvent alors échapper aux réglementations tatillonnes régnant dans les villes. Une *sphère économique autonome* apparaît qui se libère à la fois des autorités et de l'Église.

Chaque poussée technologique, depuis 1760, a mis à la portée de la masse des produits qui auparavant étaient limités aux riches, tout en en ajoutant des nouveaux, issus des innovations. Comme le disait Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique* (1954), « Le moteur capitaliste est d'abord et avant tout un moteur de production de masse, ce qui veut dire inévitablement un moteur de production pour les masses. ... Ce sont les tissus bon marché, le coton bon marché, les tissus en rayonne bon marché ; ainsi que les chaussures, les voitures et tout ce qu'on veut, qui sont les réussites typiques de la production capitaliste, et non en règle générale ce qui compte pour les riches. *La reine Elisabeth¹⁰ possédait des bas de soie. La réussite capitaliste n'a pas consisté spécifiquement à procurer aux reines davantage de ces bas, mais à les mettre à la portée des ouvrières d'usine, en échange de quantités de travail constamment décroissantes.* »

Marc Giget (2001), confirmant Schumpeter, explique : « *Dans les années qui suivent l'innovation, la diffusion est très lente, en raison du coût élevé des nouveaux produits et services qui apparaissent alors réservés à des privilégiés. Ensuite, intervient une phase de diffusion rapide, liée à l'industrialisation de la production entraînant une baisse continue des prix et à la diffusion de la culture du nouveau produit. Le taux d'équipement progresse alors d'une frange de la population à sa grande majorité. ... L'Illustration du 6 octobre 1923*

¹⁰ Il s'agit bien sûr de la première, la Grande Élisabeth, celle du compromis qui porte son nom, celle de l'Invincible Armada, contemporaine de Shakespeare, au XVI^e siècle et au début du XVII^e.

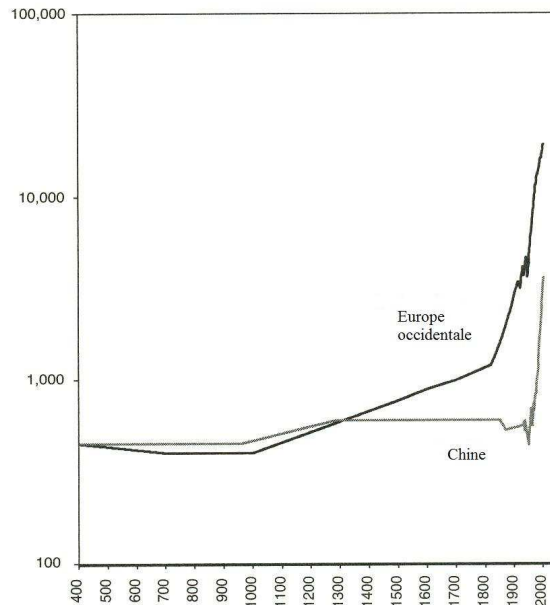
posait la question : « *L'automobile pour tout le monde, qui est devenu un bienfait populaire aux États-Unis, est-elle vraiment irréalisable en France ?* » ... *La chute des prix est alors spectaculaire. Ainsi le prix du transport ferroviaire baisse de 4% par an de 1850 à 1900, celui de l'électricité de 7% par an de 1890 à 1920, celui des automobiles de 11% par an de 1900 à 1925, celui du billet d'avion de 9% par an de 1950 à 2000 et celui des ordinateurs de 30% par an de 1970 à 2000. ... La transition de la phase des privilégiés des technologies de l'information vers celle de leur diffusion et de leur démocratisation se fait plutôt plus rapidement que pour les innovations passées* ».

Ainsi le principal succès du capitalisme réside dans la réduction de la pauvreté de masse. On sort de sociétés caractérisées par une petite élite de privilégiés et d'une masse misérable, pour une société de classes moyennes qui représentent par définition l'essentiel de la population et jouissent d'un niveau de vie élevé. Ceci relativise les inégalités extravagantes qui caractérisent aussi le capitalisme, car les PDG, hommes d'affaires, traders, héritiers, stars du showbiz et du sport, aux revenus délirants, occupent l'essentiel de l'espace médiatique, alors qu'ils ne représentent qu'un pourcentage infime de la population. Ils sont partout, grâce aux médias, mais ils cachent la masse des classes moyennes aux revenus proches. Le capitalisme de marché est le seul système économique à avoir réalisé cette situation, sortir la masse de la misère, et il continue à le faire, comme on le voit en Chine et dans les pays émergents. Le socialisme réel au contraire a en fait, malgré ses objectifs initiaux d'égalité, reconstitué une société de type féodal (et parfois même de monarchies absolues héréditaires, cas de la Corée et de Cuba), des privilèges pour une élite, une vie misérable pour la population.

Si on se tourne maintenant vers les pays dits du Sud, les pays en développement, on ne peut que constater la poursuite de cette révolution économique, elle continue à se diffuser avec le rattrapage en cours¹¹, la « *grande convergence* » (Wolf, 2011), concept qui a maintenant pris la place de celui du « *fossé croissant* ». Il faut rappeler que pendant des décennies, un des thèmes dominants de l'économie du développement était « *l'accroissement des écarts entre les pays riches et les pays pauvres* ». Les analyses tiers-mondistes, dépendantistes, structuralistes, néomarxistes l'ont développé, autour de Samir Amin, Arghiri Emmanuel, André Gunder Frank, Fernando Cardoso, Raúl Prebisch ou Celso Furtado, et il ne se passait pas une semaine sans que les médias renchérisse en s'alarmant de cette situation. Maintenant bien sûr, il n'en est plus question, la crainte des pays émergents, notamment de la Chine, a remplacé la crainte du fossé croissant et des masses affamées au Sud. C'est en quelque sorte un retour au péril jaune des années 1950, qui s'était endormi tant que la Chine maoïste semblait s'acharner à s'isoler et à se détruire elle-même. Il n'en est plus question, parce qu'après plus de vingt ans de croissance plus forte au Sud, on peut difficilement répéter le cliché du fossé grandissant (voir schéma). L'image d'une économie reflet au Sud, dans les pays pauvres, développée par Raúl Prebisch avec son « *magnifique concept* » (Bhagwati) de la division Centre-Périphérie a fait long feu. Des économies dépendantes qui ne faisaient que renvoyer la situation des pays développés, quand cela allait bien au Nord, la croissance reprenait au Sud, tirée par les importations de matières premières, quand le Nord était en crise, le Sud s'arrêtait net, comme durant la crise de 29. Ainsi l'image s'était imposée d'une locomotive (les pays développés) tirant les wagons (la cohorte des pays pauvres). Mais quand on s'est rendu compte que les wagons commençaient à aller plus vite que la locomotive¹², toute cette belle construction théorique a pris l'eau.

¹¹ Voir par exemple, *The Economist*, 18-31 décembre 2010, *Le Monde*, 17 décembre 2010.

¹² Image de James Riedel : « *Alors que la locomotive ralentissait son allure, la vitesse de ses wagons, les PED, semble avoir augmenté !* », « *Trade as the engine of growth in Developing Countries, revisited* », *The Economic Journal*, n° 94, mars 1984.



Niveaux de vie comparés, Chine et Europe occidentale, PIB/hab., 400-2001, \$ de 1990
 Source : Angus Maddison, *Growth and Interaction in the World Economy*, AEI Press, 2005

Comment expliquer le changement de perspective ? Les deux approches correspondent à une réalité, qui elle-même s'intègre dans le paradigme d'un *noyau capitaliste en expansion* qui atteint progressivement l'ensemble des pays. C'est l'idée développée brutalement par Marx et Engels dans le Manifeste¹³, et reprise récemment par Robert Lucas dans un court article du *Journal of Economic Perspectives*¹⁴, publié en l'an 2000 à l'occasion du nouveau millénaire, Le prix Nobel présente un modèle de l'évolution économique au XXIe siècle, où l'on assisterait à un resserrement des écarts entre pays, suite à la diffusion plus rapide de la révolution industrielle. Les différents pays partent à des dates différentes sur la voie de l'industrialisation, les pays qui ont commencé les plus tôt sont maintenant riches, les pays qui ne sont toujours pas partis sont aussi pauvres que l'était le monde entier vers 1800, « des sociétés également pauvres et stagnantes », ceux qui sont partis plus tard ont des niveaux intermédiaires de revenu. La situation est *l'accroissement massif des écarts* constatés aux XIXe et XXe siècle. Mais les pays partis plus tard ont des taux de croissance plus rapide, pour diverses raisons (ils bénéficient de technologies existantes, ils peuvent adopter des institutions qui ont fait leurs preuves, ils ont des rendements croissants au départ et reçoivent en conséquence des flux de capitaux), et rattrapent donc progressivement les pays plus précoces. Tous les pays convergent ainsi vers les niveaux de revenu des premiers, car quand les pays se sont développés, ils ne reviennent pas en arrière, ils restent à des niveaux de vie élevés.

« Le modèle prévoit que tôt ou tard tout le monde aura rejoint la révolution industrielle, que toutes les économies auront une croissance alignée sur celle des pays les plus riches, et que les différences en pourcentage de niveaux de revenu auront disparu (c'est-à-dire que ces différences seront retournées à leur niveau préindustriel). [...] Les idées peuvent être imitées et les ressources peuvent circuler, et le font en réalité, vers les endroits où les rendements

¹³ « La bourgeoisie entraîne toutes les nations, jusqu'aux plus barbares, dans le courant de la civilisation. Le bas prix de ses marchandises est son artillerie lourde, avec laquelle elle rase toutes les murailles de Chine, avec laquelle elle contraint à capituler les barbares xénophobes les plus entêtés. Elle contraint toutes les nations, si elles ne veulent pas courir à leur perte, à adopter son mode de production ; elle les contraint à adopter chez elles ce qu'on appelle civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image ». Ou encore, la phrase célèbre de Marx dans la préface du *Capital* : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer, au moins développé, une image de son propre futur ».

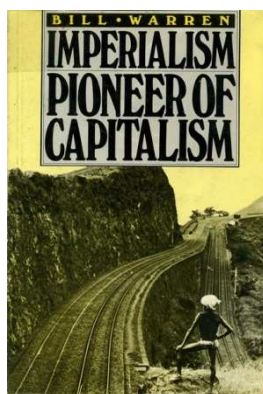
¹⁴ "Some Macroeconomics for the 21st Century", *JEP*, 14(1), hiver 2000.

sont les plus élevés. Jusqu'à peut-être il y a deux siècles, ces facteurs ont suffi à maintenir une égalité grossière de revenus à travers le monde entre pays (mais pas, bien sûr, à l'intérieur des pays). Mais la révolution industrielle a dépassé ces forces égalisatrices pendant deux siècles hors du commun : c'est bien pour ça qu'on l'appelle une « révolution ». Elles se sont réaffirmées cependant dans la deuxième moitié du XXe siècle, et je pense que le retour à une égalité de revenus entre sociétés sera un des événements économiques majeurs du siècle à venir ».

Autrement dit, situation plate de misère uniforme vers 1750, accroissement fantastique des écarts de revenus pendant deux siècles du fait que la révolution industrielle ne touche qu'un petit groupe de pays (et en passant, impérialisme et colonialisme), réduction des écarts à partir de 1970 quand le phénomène s'étend à l'ensemble du monde.

Une seule voix prophétique avait annoncé cette évolution dans les années 1970, passée inaperçue en France, acquise à l'époque à la vision tiers-mondiste, c'est celle d'un marxiste gallois, Bill Warren, mort dans un accident de voiture en 1978, et auteur d'un livre posthume, publié à partir de ses écrits en 1981, et non traduit encore en français : *Imperialism: Pioneer of Capitalism*. Il s'agit d'un travail précurseur de démolition du tiers-mondisme, par le retour à Marx et Engels, dont le titre est aussi un clin d'œil au célèbre ouvrage de Lénine de 1916.

Le livre a fait par contre grand bruit dans les pays anglophones, il s'agit en effet d'un véritable pavé dans la mare du consensus de l'époque, il s'oppose frontalement aux thèses néomarxistes et tiers-mondistes. Membre du parti communiste britannique, Warren voulait revenir aux idées originales du marxisme, celles de Marx et Engels, qui considéraient l'impérialisme comme un outil de l'histoire pour instaurer une révolution sociale en Asie¹⁵, en Afrique et en Amérique latine. Cette révolution est l'introduction du capitalisme dans des sociétés préindustrielles et précapitalistes, c'est-à-dire un progrès considérable sur la voie du socialisme, permettant de réaliser l'accumulation du capital, comme cela avait été le cas en Europe occidentale. Quelles que soient les motivations sordides ou dominatrices des impérialistes, ils se sont fait *l'instrument inconscient de l'histoire* en forçant des sociétés immobiles à se moderniser. On pense évidemment à *la ruse de la raison* de Hegel, qui voit dans le régime autoritaire de Napoléon et ses conquêtes le porteur inconscient des idées de liberté et d'émancipation de la Révolution. De la même façon, l'impérialisme et sa violence se fait l'accoucheur d'une société nouvelle dans des systèmes caractérisés par le féodalisme, le tribalisme, l'esclavagisme ou le « *despotisme oriental* ».



¹⁵ « Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects [...]. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie ? Sinon quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'histoire en provoquant cette révolution ». Karl Marx, New York Daily Tribune, 25 juin 1853

L'auteur décrit la progression du capitalisme dans le tiers monde, l'industrialisation, la montée des forces productives, qui permettront à la classe ouvrière de jouer finalement son rôle révolutionnaire, conformément aux thèses de Marx, c'est-à-dire l'évolution vers le socialisme. Le capitalisme joue un rôle dynamique en libérant les forces productives et en favorisant la modernisation industrielle de ces sociétés. Ainsi l'impérialisme apparaît comme « *le pionnier du capitalisme* » dans le tiers monde.

Warren s'oppose à Lénine, dont l'ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) constitue une volte-face (*about-turn*) par rapport aux thèses de Marx et Engels, une distorsion du marxisme. En effet, pour Lénine, l'impérialisme est le moyen pour un capitalisme déclinant d'éviter la stagnation qui le menace dans les pays développés, tout en maintenant les pays exploités dans le sous-développement. Au contraire, Warren le voit plutôt comme le vecteur qui permet la généralisation à l'ensemble de la planète de forces progressives. L'impact positif de l'impérialisme apparaît par exemple dans les progrès médicaux apportés par la colonisation ou la mise en place de systèmes d'éducation là où il n'existait rien. En même temps, l'amélioration du niveau des consommations populaires a été incontestable, tandis que des techniques plus modernes ont remplacé les modes archaïques de production.

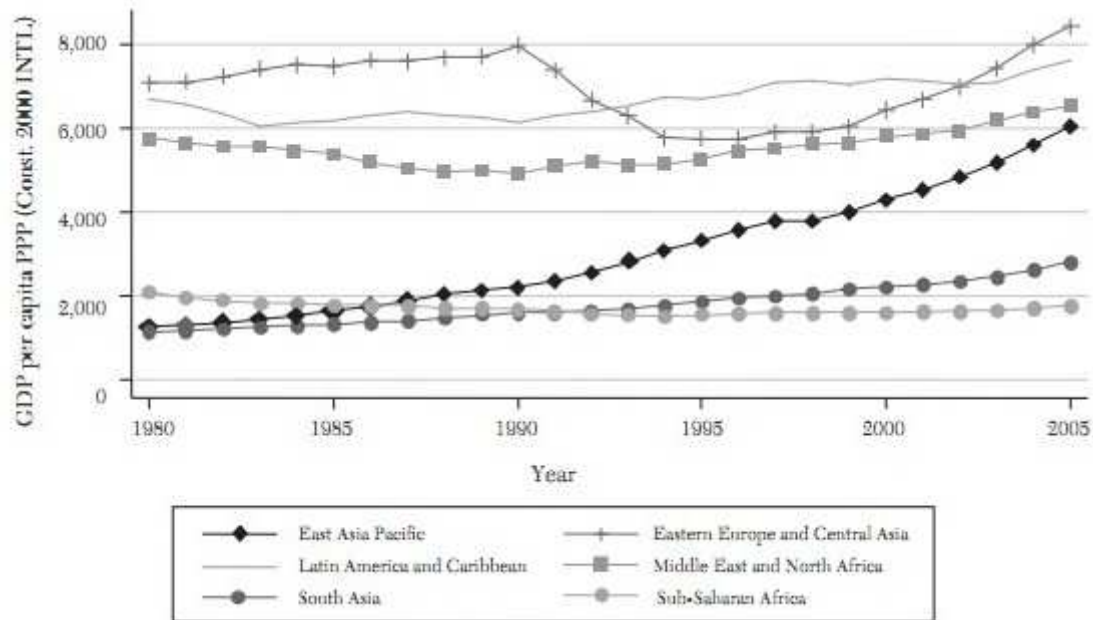
Warren donne une série d'exemples sur l'amélioration de la situation matérielle, pendant la période coloniale, en Afrique et en Asie. Ainsi, dans le cas du Ghana de 1946, toutes sortes de progrès sont notés, par rapport à la situation avant la colonisation, caractérisée par « *une population clairsemée dans la forêt tropicale dense, taillant des zones pour une culture de brûlis dans une routine grossière, une économie primitive fournissant une survie primitive* ». Et de l'Inde, où tous les indicateurs montrent une croissance démographique rapide aux XIXe et XXe siècles, qui est totalement incompatible avec les théories qui postulent une dégradation des conditions de vie, « à partir des niveaux de subsistance en 1858 ».

Le développement de l'éducation et les valeurs d'individualisme, de rationalisme, de droits individuels, ont été des facteurs dissolvants des croyances ancestrales. Les idées de démocratie, de liberté, d'autonomie, ont été bien sûr les outils utilisés contre les colonisateurs eux-mêmes avec les revendications croissantes pour l'indépendance, et leurs réalisations après la guerre.

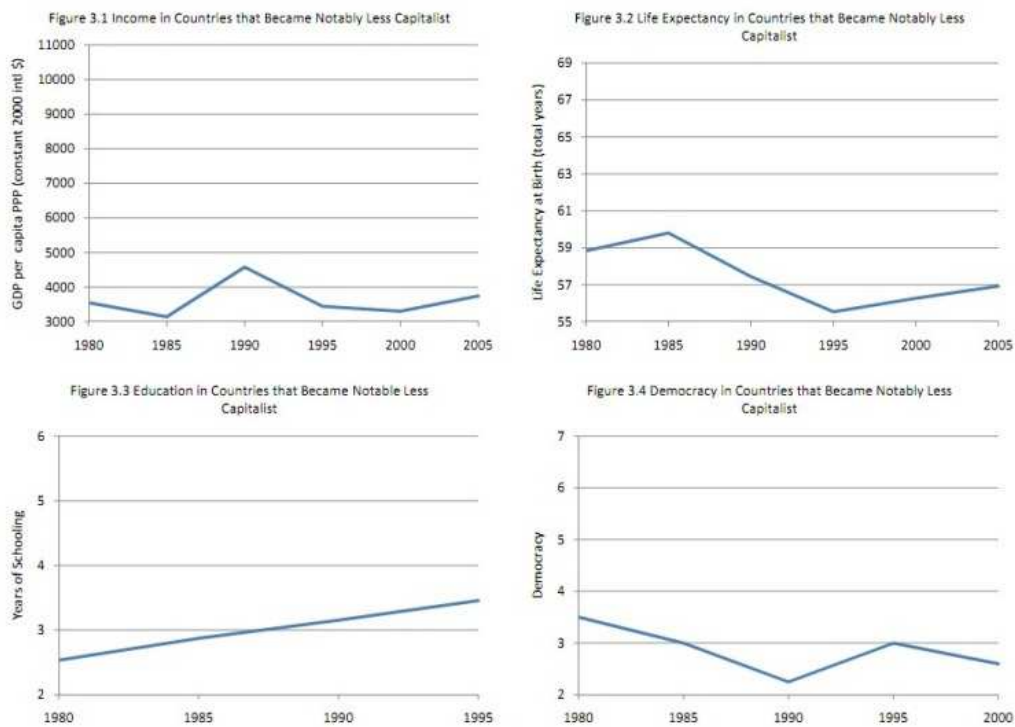
Les théories tiers-mondistes d'après-guerre ne font que reprendre la thèse de Lénine, et sont également critiquées par Warren pour leur côté nationaliste, populiste et petit-bourgeois. Il les considère comme autant de mythologies réactionnaires tendant à s'opposer aux progrès matériels diffusés par le capitalisme, et rejoint ainsi les critiques libérales émises par un Peter Bauer. Dans le tiers monde, où il est généralement tenu pour acquis que l'impérialisme est à l'origine du sous-développement, l'ouvrage a été également largement passé sous silence. Comment un marxiste peut-il défendre le capitalisme et l'impérialisme, et apporter de l'eau au moulin des partisans du libéralisme économique, voilà un paradoxe difficile à accepter à l'époque, Mais comme le dit Warren, « *une idéologie anticapitaliste n'est pas la même chose qu'une idéologie socialiste, car elle peut être tournée vers le passé, être réactionnaire. En principe une idéologie socialiste ne peut qu'être progressiste, dans la mesure où elle est constructive, et ne tente pas de nier les réalisations du capitalisme* ».

Le dernier quart de siècle a vu s'opérer un basculement considérable où les pays en développement ont remarquablement progressé en termes économiques, sociaux (espérance de vie, éducation, mortalité infantile) et politiques (procédures démocratiques), les pays ayant libéralisé leur économie figurant parmi les cas les plus favorables, ceux qui se sont éloignés du capitalisme de marché (Venezuela, Zimbabwe, Ukraine, Birmanie) ont connu des résultats

négatifs ou moins favorables (voir graphiques). Ainsi le fameux consensus de Washington, tant décrié en Europe, a finalement eu des effets positifs. Différentes études (Shleifer, 2009 ; Leeson, 2010 ; Fischer et Balcerowicz, 2006) ont confirmé cette tendance, démontrant la justesse de l'analyse de Warren.



Évolution du revenu par tête, 1980-2005, à travers les différents continents, source : Andrei Shleifer, JEL, 47(1), 2009, d'après des données de la Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2006



Évolution du revenu, de l'éducation, de l'espérance de vie et des procédures démocratiques au cours des années 1980-2005 pour les pays ayant socialisé leur économie, source : Peter Leeson, *Society*, 47 (3), 2009, données de la Banque mondiale (2006), du Fraser Institute (2008) et de Barro, Lee (2000)

LIBERTÉ

On peut distinguer trois types de liberté, dont les deux premières seulement sont essentielles pour le développement économique. La *liberté économique* (marché, liberté des prix, libre entreprise, liberté de circulation), la *liberté civile* (l'État de droit, sécurité des agents, protection des contrats, justice égale pour tous, application des lois) et la *liberté politique* (vote, choix des gouvernants, droits individuels, liberté d'expression, de culte, séparation des pouvoirs). Ainsi le IIe Reich de Bismarck et Guillaume II, issu du royaume de Prusse, jouit des libertés économiques et civiles, c'est un État de droit, mais ce n'est pas une démocratie, le Parlement n'a pas de pouvoir, la monarchie est héréditaire, la liberté d'expression est limitée. La loi cependant s'applique à tous et la sécurité des agents assurée. Le IIIe Reich ne connaît ni la liberté politique ni la liberté civile, ce n'est pas un État de droit, et la liberté économique est limitée. Pour comprendre la différence entre une dictature et un État de droit, on peut présenter l'histoire suivante, dans le royaume de Prusse, rapportée dans le livre de Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand*¹⁶ : « *Tous les écoliers prussiens connaissent une anecdote datant de cette époque, qui, vraie ou non, caractérise la réputation de ce tribunal, le Kammergericht de Berlin. Frédéric, faisant construire le château de Sans-Souci, réclamait la démolition d'un moulin à vent, qui se dresse aujourd'hui encore à côté du château, et il fit au meunier une offre d'achat. Le meunier refusa, il ne voulait pas sacrifier son moulin. Le roi menaçait alors de faire exproprier le meunier, sur quoi celui-ci répliqua : Eh oui, sire, mais il y a le Kammergericht de Berlin !* ».

On abordera ici seulement la question du lien entre le premier type de liberté, la liberté économique, et le troisième, la liberté politique. Elle a été abordée par Milton Friedman en 1962 dans son livre *Capitalisme et liberté*. La liberté économique serait une condition nécessaire des libertés individuelles, culturelles, politiques, religieuses, d'expression, etc. une condition nécessaire mais non suffisante. Elle peut en effet aller de pair avec l'absence de liberté politique, voir les régimes politiques en France au XIXe jusqu'à la IIIe République, trois quarts de siècles pour évoluer vers la démocratie, voir les régimes dictatoriaux dans le monde, de Franco à Pinochet, en passant par Chiang et Park, les colonels grecs ou les généraux brésiliens, etc. Mais la liberté politique ne peut aller sans la liberté économique, tous les régimes ayant supprimé la liberté économique n'ont pu maintenir ou faire advenir les libertés politiques, en tout cas dans toutes les expériences réelles jusqu'à aujourd'hui.

Les marxistes et d'autres critiques radicaux considèrent bien sûr qu'il ne s'agit que de libertés bourgeoises, que les gens *croient* être libres, mais qu'ils ne le sont pas, soumis à la dictature de la consommation, au « totalitarisme des marchés ». Les hommes ainsi ne sont pas vraiment libres dans les sociétés capitalistes, seules les sociétés socialistes procureraient une liberté d'un autre ordre, comme l'affirmait un intellectuel soviétique : « *De quoi sont libérés les gens un Union soviétique ? Ils sont libres de l'exploitation, de toute oppression morale, et, en conséquence, leurs pensées et leurs actions sont libérées de toutes les entraves d'une époque révolue, créées par les règles politiques, économiques et morales des exploités*¹⁷ ». Bien sûr, trente ans après, il serait facile d'ironiser, « l'époque révolue » n'est pas tout à fait celle qu'on pouvait penser. Par ailleurs, il convient de garder un sens de la mesure, parler de « totalitarisme ou dictature des marchés n'a guère de sens », une dictature c'est lorsqu'un

¹⁶ Actes Sud, 2002. Henry Laurens donne une anecdote comparable dans l'Empire ottoman, à travers le cas d'une vieille femme à Istanbul qui refusait de se laisser exproprier (dans le but de prévoir des coupe-feu entre les immeubles) malgré des offres favorables : « *Lorsqu'on demandait au sultan pourquoi il n'usait pas de sa puissance, pourquoi il ne prenait pas ce terrain en payant ce qu'il valait, il répondait : C'est chose impossible, cela ne peut se faire, c'est sa propriété* », *L'Orient arabe*, Armand Colin, 2000

¹⁷ Cité par Charles Lindblom, *Politics and Markets*, Basic Books, 1977.

homme ou un groupe au sommet impose par la force ses décisions et supprime toute latitude de décider de leur propre vie à la masse des gens. Les marchés, nous en faisons tous partie, rien qu'en allant acheter une baguette de pain au boulanger du coin, alors une dictature exercée par six milliards de personnes à la fois, ça semble faire beaucoup...

Mais avant de voir les raisons avancées pour cette situation, pourquoi la liberté économique est non seulement compatible avec, mais aussi nécessaire à la liberté politique, il importe de rappeler que cela n'a pas toujours été le cas. Pendant l'essentiel du XIX^e siècle, la liberté économique s'oppose à la liberté politique. *L'absence de suffrage universel était justifiée par le droit de propriété*, avec l'argument que dans une société essentiellement pauvre, le vote universel entraînerait l'abolition de la propriété, puisque les pauvres au pouvoir s'empresseraient de s'emparer des avoirs des riches¹⁸ ! Le vote était basé sur l'impôt payé en France – suffrage censitaire – et sur la propriété terrienne dans les pays anglo-saxons. Ricardo admet ainsi l'élargissement du vote, mais à la condition que ceux qui en bénéficient acceptent le droit de propriété !

Cependant cet élargissement électoral se fera par étape (en Angleterre, 1832, 1867, 1884, 1918), au fur et à mesure justement que la pauvreté recule. Les salaires réels commencent à augmenter en Angleterre à partir de la grande famine irlandaise de 1847, la famine étant l'élément déclencheur par la raréfaction de l'offre de main d'œuvre, arrêt de l'afflux irlandais de main d'œuvre non qualifiée dû au million de morts et à l'émigration massive causée par la famine.

Le suffrage universel est atteint en 1928 en Grande-Bretagne, en 1946 en France, à une époque où la contestation du droit de propriété est devenue minoritaire, dès lors la liberté économique ne fait plus obstacle à une liberté politique essentielle, celle de choisir ses dirigeants.

Une première raison qui explique le lien liberté économique/libertés politiques, réside dans la séparation des pouvoirs. Les sociétés capitalistes, du fait de la propriété privée des moyens de production, séparent les pouvoirs politiques des pouvoirs économiques. Bien sûr, cette séparation est imparfaite, les exemples abondent de collusion, d'influence, de corruption, entre les deux. Mais elle existe néanmoins, alors que le socialisme réel supprime cette séparation d'entrée en donnant aux pouvoirs politiques tous les pouvoirs économiques, à travers la collectivisation des moyens de production. En outre, le plan central dans les économies socialistes planifiées accroît encore cette concentration. Si on ajoute à cela la confusion des pouvoirs politiques et judiciaires dans les économies socialistes, on admettra aisément qu'il reste peu de chances pour la démocratie.

Cette idée d'une nécessaire *séparation des pouvoirs économiques et politiques*, si on veut préserver les libertés, est rarement abordée en France, en tout cas depuis Tocqueville¹⁹ (1835) et Proudhon (1849, 1862) qui ont été les premiers à l'exprimer. Alain Cotta la rappelle dans son *Que sais-je ?* sur le capitalisme (1977), Raymond Boudon y revient dans ses écrits, encore récemment dans un article (2010), mais elle est beaucoup plus présente à l'étranger. Par exemple chez Walter Lippmann (1937), Milton Friedman (1962), Robert Heilbroner (1986), Michael Novak (1982) ou Leszek Kolakowski (1974).

¹⁸ Smith avait noté la même chose dès 1762, dans ses *Lectures on Jurisprudence* : « Les lois et le gouvernement peuvent être considérés comme une construction des riches pour opprimer les pauvres, et préserver pour eux-mêmes l'inégalité de richesse qui, autrement, disparaîtrait sous les attaques des pauvres. S'ils n'en étaient pas empêchés par le gouvernement, ceux-ci réduiraient rapidement les autres, par la violence, à l'égalité ».

¹⁹ « Les institutions et les organisations privées sont importantes pour contrôler une dictature », *De la démocratie en Amérique*, 1835, cité par Diemer (2003).

Donnons un florilège de ces différents auteurs, en commençant par Pierre-Joseph Proudhon : « *La propriété est la plus grande force révolutionnaire qui existe et qui se puisse opposer au pouvoir (...) Où trouver une puissance capable de contrebalancer cette puissance formidable de l'État ? Il n'y en a pas d'autre que la propriété (...) La propriété moderne peut être considérée comme le triomphe de la liberté (...) La propriété est destinée à devenir, par sa généralisation, le pivot et le ressort de tout le système social* » (Proudhon, *Théorie de la propriété*, 1862).

« *Dans mes premiers mémoires, attaquant de front l'ordre établi, je disais, par exemple : La propriété, c'est le vol ! Il s'agissait de protester, de mettre pour ainsi dire en relief le néant de nos institutions. [...] Aussi, dans le mémoire où je démontrerais, par A plus B, cette étourdissante proposition, avais-je soin de protester contre toute conclusion communiste.*

Dans le Système des Contradictions économiques, après avoir rappelé et confirmé ma première définition, j'en ajoute une toute contraire, mais fondée sur des considérations d'un autre ordre, qui ne pouvaient ni détruire la première argumentation, ni être détruites par elle : La propriété, c'est la liberté ! » (*Confessions d'un révolutionnaire*, 1849)

Alain Cotta, auteur du deuxième *Que sais-je ?* Sur le capitalisme, après celui de François Perroux (1948), décrit ce qu'il appelle l'idéologie du capitalisme : « *Le troisième verset (après ceux sur la libre entreprise et le système des prix) voit toujours affirmée la séparation entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Ce ne sont point les mêmes individus ou des individus en relation sociale permanente qui animent ces deux pouvoirs aux fonctions nettement distinctes. À l'État le soin de maintenir les conditions d'existence du libéralisme. Aux entreprises celui de répartir et d'utiliser au mieux les ressources du milieu naturel aux fins de la satisfaction des besoins* ».

Robert Heilbroner (1986), célèbre économiste américain, partisan d'un socialisme démocratique : « *La liberté politique à l'époque moderne n'est apparue que dans les États capitalistes ... Les libertés politiques n'ont jamais existé, sauf de façon épisodique, dans aucune nation ouvertement et fondamentalement anticapitaliste. ... L'histoire moderne montre clairement que la démocratie n'existe pas dans un milieu anticapitaliste. ... L'argument central est que la séparation des domaines crée les conditions essentielles de la liberté politique. ... La propriété privée est peut-être intrinsèquement une institution permettant l'exploitation, mais elle est aussi une institution potentiellement protectrice. ... L'existence d'une sorte de secteur d'emploi non étatique et relativement inviolable est une condition de la liberté politique telle que nous la connaissons* ».

Michael Novak (1982), théologien et philosophe catholique américain, proche des démocrates : « *Ce que les fondateurs du capitalisme démocratique redoutaient le plus était la concentration des pouvoirs en un seul. ... Ils séparèrent les institutions éthico-culturelles (presse, universités, Église, associations bénévoles) de l'appareil gouvernemental. Ils séparèrent aussi les institutions économiques de l'État. ... C'est une invention propre au capitalisme démocratique d'avoir conçu un moyen de distinguer trois grandes sphères vitales et d'avoir assigné à chacune des réseaux d'institutions relativement autonomes. ... Il est vraiment curieux qu'un grand nombre de savants n'aient pas remarqué que le capitalisme, comme système économique, est inséré dans une structure pluraliste où son destin est d'être tenu en respect par un système politique et un système éthico-culturel* ».

« *Dans la mesure où il abolit la propriété privée et les grandes entreprises, le socialisme rend les citoyens encore plus désarmés contre le pouvoir économique de l'État-bureaucratie. Soucieux de limiter les pouvoirs disproportionnés des grandes affaires, le socialisme rend les citoyens encore plus vulnérables face au pouvoir disproportionné de l'État. ... Si on objecte que les grandes sociétés représentent de grandes concentrations de pouvoir, il faut remarquer*

que les socialiser reviendrait à une concentration de pouvoir encore plus ferme et serrée » (Novak, 1987).

Pour Walter Lippmann²⁰ (1937), politologue américain libéral (au sens français) : « *L'économie dirigée « n'a réussi que dans la préparation de la guerre, dans tous les autres domaines elle a échoué, car aucun esprit humain ne peut suivre et régler des millions de décisions quotidiennes. Dès que le pouvoir économique et le pouvoir politique sont réunis, l'individu est sans recours contre les abus. Le collectivisme crée une nouvelle forme de propriété, celle du bureaucrate. La lutte pour la richesse se fait lutte pour le pouvoir. L'inégalité devient plus insupportable que jamais ».*

Enfin, Leszek Kolakowski, le célèbre philosophe dissident polonais, ancien marxiste²¹, réfugié à Oxford en 1968, écrit ceci sur la séparation des pouvoirs, dans sa fameuse réponse à la lettre ouverte d'Edward Thompson (1974) : « *Et cette perte des libertés, nous la devons simplement au fait que nous nous sommes débarrassés de ce système bourgeois frauduleux de la division des pouvoirs et que nous avons réalisé le rêve socialiste de l'unité, qui signifie que le même appareil d'État a tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, en plus de son pouvoir de contrôler tous les moyens de production ; les mêmes gens font la loi, l'interprètent et l'appliquent ; roi, Parlement, chef des armées, juge, procureur, policier et (nouvelle invention socialiste) propriétaire de toute richesse nationale et seul employeur, tout ça à un seul et unique bureau – quelle meilleure unité sociale peut-on imaginer ? ».*

“The only universal medicine (Marxists) have for social evils – State ownership of the means of production – is not only perfectly compatible with all the disasters of the capitalist world – with exploitation, imperialism, pollution, misery, economic waste, national hatred and national oppression, but it adds to them a series of disasters of its own: inefficiency, lack of economic incentives and above all the unrestricted rule of the omnipresent bureaucracy, a concentration of power never before known in human history” (ibid.).

Une deuxième raison réside dans la montée des classes moyennes, comme on l'a vu conséquence de la dynamique capitaliste. Dans tous les cas observés au XIXe siècle et au XXe, les classes moyennes, mieux éduquées, plus exigeantes, représentent une force politique croissante, et revendiquent des droits, qui s'expriment à travers les revendications démocratiques. La France en est bon exemple avec la Troisième République, après 80 ans de soubresauts politiques caractérisés par trois monarchies, deux empires, un régime de terreur, et quatre révolutions... La Tunisie actuelle, réputée pour sa classe moyenne, résultat d'un

²⁰ Le colloque Walter Lippmann réunit à Paris en 1938 26 économistes libéraux, un livre a été récemment publié sur cette réunion à l'origine du « néolibéralisme » (Audier, 2008).

²¹ Kolakowski a été d'abord un marxiste convaincu, et même enthousiaste, membre du parti communiste polonais, puis progressivement critique du régime après la guerre, révisionniste à partir de 1956, exclu du parti en 1966, exilé deux ans après, il s'installe à Oxford et devient un marxiste démocrate et humaniste, mais il finit par rejeter également cette voie, en expliquant qu'un communisme démocratique serait à peu près « aussi contradictoire qu'une boule de neige grillée » (*as contradictory as a fried snowball*). Pour lui, le stalinisme n'était pas une déviation ou une aberration du marxisme, mais sa conséquence logique. Son œuvre principale, *Histoire du marxisme*, publiée à Paris en polonais en 1976, n'a vu que ses deux premiers volumes traduits en français (1987), le troisième portant sur le marxisme au XXe siècle et donc le stalinisme ne l'a pas été. « Ils n'ont pas voulu outrager la gauche française » explique Kolakowski à France Culture, à propos de l'éditeur. Le système communiste selon Kolakowski ne pouvait se réformer qu'en se « réformant par la suppression », ce qui est d'ailleurs arrivé. On a dit de lui *qu'il pensait comme Mill et écrivait comme Nabokov*. Il s'agissait encore d'un ces Polonais, après Teodor Korzeniowski (Joseph Conrad), qui était arrivé à maîtriser la langue anglaise mieux que la plupart des insulaires. La fin de sa réponse à Thompson, où il puise dans Hamlet et la scène du crâne (*Alas, poor Yorick!*), illustre son style :

“I hope to have explained to you why, for many years, I have not expected anything from attempts to mend, to renovate, to clean or correct the communist idea. Alas, poor idea. I knew it, Edward. This skull will never smile again. Yours in friendship, Leszek Kolakowski”

demi-siècle de développement économique, est l'exemple le plus récent. On donne souvent le contre-exemple de la Chine, qui résiste à ce schéma, mais la Chine n'a appliqué la liberté économique qu'à partir de 1979, soit depuis une trentaine d'années, la France a mis bien plus longtemps pour aller vers les libertés politiques.

La séquence historique en Europe semble être la suivante : l'État de droit tout d'abord, dans les monarchies de l'Ancien Régime, la liberté économique ensuite, au XVIIIe siècle, avec le recul des pratiques mercantilistes, la fin des contrôles religieux ou étatiques sur les activités économiques, enfin la démocratie, qui s'affirme progressivement au XIXe. Des enchaînements apparaissent : l'État de droit et la liberté économique ont favorisé l'avènement de la révolution industrielle et la croissance économique moderne²², celles-ci ont entraîné la formation d'une classe moyenne de plus en plus large, éduquée, et qui a fait pression et a fini par obtenir des droits, droits d'expression, droit de vote, etc., ce qui explique la montée des institutions démocratiques (« effet Aristote-Lipset »²³).

Engels déplorait par exemple à la fin de sa vie l'embourgeoisement des classes ouvrières britanniques. Son secrétaire, Eduard Bernstein, fait la même constatation qui le conduira après la mort du maître en 1895 au révisionnisme de la théorie marxiste et à la fondation de la social-démocratie (*Les prémisses du socialisme*, 1899). Il s'agit de l'acceptation du processus démocratique et l'abandon des préceptes centraux du marxisme. Le SPD, après avoir rejeté les positions de Bernstein, mais sans l'exclure, les adoptera autour de 1910, ce qui conduira à la rupture avec l'aile gauche, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, après la Première Guerre mondiale et la révolution spartakiste.

Edu Bernstein avait passé plus de vingt ans en Suisse puis en Angleterre, suite à l'interdiction du SPD par Bismarck en 1878 et à la répression des militants, et au contact de la réalité anglaise, il était devenu de plus en plus persuadé qu'une évolution pacifiste et réformiste était possible. Fidèle à Engels jusqu'à la fin, il se sent libéré de cet attachement au moment où il disperse les cendres du grand homme du haut des falaises de Douvres, et il rend publique peu de temps après son évolution. Sa conversion à l'idée d'une intégration progressive de la classe ouvrière au système politique peut être illustrée par l'anecdote suivante : « *Une autre histoire concerne une grande grève à Londres. Les ouvriers avaient abandonné l'usine et les patrons faisaient venir des jaunes d'Allemagne. Les syndicats demandèrent à Bernstein de s'adresser aux briseurs de grève, ce qu'il accepta. Un après-midi, à la sortie de l'usine, il se posta sur un rocher près des grilles et commença à haranguer les ouvriers allemands. Il leur expliqua les enjeux et leur demanda de ne pas reprendre le travail et de se joindre à leurs frères britanniques en grève. Tout cela sous l'œil de plusieurs policiers qui se tenaient calmement, observant la foule, prêts à empêcher les désordres, mais sans se mêler de son discours et sans davantage s'en prendre à l'audience. Des cas comme celui-là firent une profonde impression sur les visiteurs allemands, qui n'étaient guère habitués à un tel comportement de la part de leur Couronne et de leur police. Ce genre d'événements semblait suggérer qu'un changement social pacifique était, après tout, de l'ordre du possible* »²⁴.

²² La notion de *croissance économique moderne* a été popularisée par Simon Kuznets, dans son livre au même nom : *Modern Economic Growth*, Yale University Press, 1966.

²³ « Depuis Aristote, on a soutenu l'idée que seulement une société prospère, avec peu de gens dans la misère, pourrait voir une situation où la masse des citoyens participent intelligemment à la politique et peuvent développer la distance nécessaire pour éviter de succomber à l'appel de démagogues irresponsables. » Lipset (1959), voir Diemer (2003).

²⁴ Tiré de *The Dilemma of Democratic Socialism*, Peter Gay, Columbia University Press, 1952.

Une troisième raison tient à la recherche de l'opportunité, et non de la morale. Sur ce point, plusieurs auteurs insistent sur le fait que le capitalisme peut rassembler des gens de toute tendance ou croyance, parce qu'il offre une sorte de dénominateur commun, l'échange volontaire, indépendant de la morale, de la politique ou de la religion. Il n'y a pas de but commun nécessaire, à part l'opportunité matérielle, le gain mutuel des échangistes : « la coopération sociale a pu être réussie sans accord préalable sur des postulats métaphysiques, philosophiques ou religieux » (Novak, 1982). C'est le philosophe bien oublié aujourd'hui, Jacques Maritain, qui a décrit ceci après la guerre (1953), en parlant d'une « foi séculière » ou d'une « foi civique » : « C'est pourquoi des gens qui ont des points de vue fort divers et même opposés, en métaphysique et en religion, peuvent converger vers les mêmes conclusions pratiques, non en vertu d'une quelconque unité de doctrine, mais en vertu d'une similitude et d'une analogie de principes pratiques. Ils peuvent alors partager la même foi séculière pratique. ... Il nous faut donc conserver une distinction nette et claire entre, d'une part, le credo humain temporel à la racine de la vie communautaire, simple jeu de conclusions pratiques ou de points pratiques de convergence, et, d'autre part, les justifications théoriques, les philosophies du monde et de la vie, les credos métaphysiques ou religieux qui fondent ou prétendent fonder en raison toutes conclusions pratiques ».

Cette caractéristique est liée au rôle de l'argent, au rôle des commerçants, des entrepreneurs, ce qui bien sûr va à l'encontre des idées courantes, hostiles à l'argent, aux banquiers, aux hommes d'affaires : *« Parmi toutes les solutions en présence, celle qui offrirait les plus sûrs espoirs d'une société bonne, libre et juste, serait celle fondée sur un système conférant un statut élevé au commerce et à l'industrie. Voyons en effet ces diverses solutions. Le clergé a battu tous les records en matière de fanatisme, d'intolérance et de mauvais usage du pouvoir. Les militaires ont eu leur record comme spoliateurs. La noblesse a été imbattable de hauteur, de luxe et de fainéantise, d'un côté, de goût de l'aventure militaire, de l'autre. L'État et sa bureaucratie, par le système des privilèges et des concessions royales, a longtemps parasité la prospérité des nations. Les bureaucraties religieuses et laïques ne produisant rien ont découragé les producteurs par leur arrogance. ... Les fabricants et les commerçants sont peut-être une engeance désagréable et déplaisante. Pourtant, certains traits de la structure formelle de leur activité font qu'ils allient quelques-uns de leurs intérêts aux intérêts de la liberté. Industriels et commerçants ont souvent leurs racines à l'extérieur des classes dirigeantes qui existent. Quand ils ont réussi, ils peuvent se voir méprisés comme nouveaux riches, mais néanmoins, la mobilité sociale est importante pour eux. De plus, leurs activités ont besoin de stabilité et d'un cadre législatif solide, car ils doivent investir longtemps avant que les fruits de leur industrie ou de leur commerce ne leur fournissent un bénéfice. Leurs outils sont donc la confiance et les contrats. ... Peut-être est-il bon aussi de faire ressortir encore un autre trait caractéristique du monde du commerce : son instrument d'échanges est l'argent, froid, impersonnel, insensible au statut social, à la classe, à la croyance religieuse, à la race ou à la personne. Ce sont ces qualités de l'argent que certains trouvent si rebutantes qui ont conduit les partisans de la liberté à y voir un agent de respect non pas des personnes, mais des lois » (Novak, 1982).*

Heilbroner partage le même point de vue. Dans "What is socialism?" (1978), il explique que la différence entre les deux systèmes est l'accent sur la morale qui caractérise le socialisme, raison pour laquelle le capitalisme, plus neutre, laisse plus de place à la liberté : *« C'est parce qu'elle aspire à être une société idéale que toutes les décisions et opinions de la société socialiste sont inévitablement imprégnées de sens moral. Tout point de vue qui conteste, toute voix contradictoire remettent en question la validité morale du gouvernement existant. Chaque dissidence ou désaccord a un parfum d'hérésie, inconnu des sociétés où seule l'opportunité et non pas la moralité fait loi ».*

La quatrième raison tient au fait que le libéralisme met en avant l'égalité devant la loi et l'égalité des chances, et non l'égalité des conditions. L'idéologie qui a conduit à l'édification de régimes socialistes est celle de *l'égalité dans les résultats*, c'est-à-dire l'égalité des revenus, des richesses et des conditions de vie. Sa recherche a des aspects utopiques, elle est beaucoup plus difficile à atteindre que les deux autres, et surtout elle implique des coûts considérables en matière économique, morale et politique. Tout d'abord, elle se traduit en perte de motivation et de goût pour l'innovation pour la société dans son ensemble, du fait que l'enrichissement matériel pour un individu est limité. Ensuite, la recherche de l'égalité des revenus et des fortunes implique un sacrifice en termes de justice, car celle-ci devra être nécessairement biaisée à l'encontre de ceux qui s'élèvent matériellement au-dessus du lot (comme l'exemple des koulaks l'a montré en Russie). Enfin, ce type d'égalité exige un sacrifice important de la liberté : les libertés individuelles, économiques bien sûr mais aussi politiques, doivent être sévèrement réduites pour atteindre l'objectif d'égalité (là aussi le cas soviétique l'illustre parfaitement).

La recherche au contraire de l'égalité des chances et de l'égalité devant la justice est beaucoup moins coûteuse pour la société. Même si elles sont loin d'être atteintes dans les pays occidentaux – comme le montrent l'inégalité de la condition féminine, l'inégalité de l'éducation selon l'origine sociale ou bien l'inégalité devant les peines infligées –, elles ont cependant largement progressé. Au contraire le rêve socialiste de l'égalité absolue des hommes s'est éloigné de plus en plus dans les pays de l'Est avec la multiplication des privilèges et des passe-droits.

Novak (1982) distingue les conséquences volontaires et involontaires de cette égalité : « *L'effort fait pour réaliser l'égalité des résultats aura sûrement beaucoup de conséquences néfastes, les unes voulues et les autres involontaires. Parmi les conséquences voulues : une restriction des libertés et une extension des pouvoirs coercitifs de l'État. Tenter d'imposer l'égalité des revenus déplace, en outre, le centre de gravité des activités économiques de la production vers la redistribution. C'est un retour à des conceptions économiques prémodernes. Un tel pas en arrière ne peut que réduire l'épargne, l'investissement et la productivité. Le résultat est nécessairement une société plus statique que ne l'est une société libre. La recherche d'opportunités pour tous va de pair avec les stimulants et les inégalités, contrairement à la recherche de l'égalité pour tous. ... Quant aux conséquences involontaires de la recherche de l'égalité, elles s'observent d'abord par un renforcement marqué de la morosité et du ressentiment mutuel. Toute société qui valorise non pas le dynamisme, l'initiative, la liberté et la mobilité, mais avant tout l'égalité répartie des bénéfices alimente le brasier d'envie qu'elle est supposée apaiser. Ses procédures de redistribution sont nécessairement bureaucratiques, légalistes et générales. ... Dans la pratique ces systèmes accordent des bénéfices plus grands aux groupes dont l'organisation est la plus puissante* » (Novak, 1987).

Kolakowski reprend cette idée, dans une sorte de lointain écho à la formule célèbre de Lord Acton (« Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument ») : « L'égalité réelle ne peut s'imaginer que dans un système d'extrême despotisme. Dans la vie réelle, *plus d'égalité veut dire plus de gouvernement et l'égalité absolue implique un gouvernement absolu* » (*Marxisme, utopie et anti-utopie*, 1978)

MORALITÉ

Il existe bien d'autres aspects positifs du capitalisme. *La paix* par exemple. Samuel Johnson considérait qu'un homme n'était jamais autant innocemment occupé que lorsqu'il cherchait à

gagner de l'argent²⁵. Schumpeter a développé l'idée en 1951 que les capitalistes craignent la guerre, puisqu'ils cherchent à investir et à construire et ne redoutent rien tant que les destructions. La formule de Jaurès sur le capitalisme apportant la guerre « comme la nuée apporte l'orage » attribue au capitalisme ce qui revient en fait au nationalisme, sous toutes ses formes. Les guerres n'ont pas attendu le capitalisme pour occuper les sociétés humaines, comme le rappelle Hugo : « Depuis six mille ans la guerre Plaît aux peuples querelleurs, Et Dieu perd son temps à faire Les étoiles et les fleurs ». Cette idée du capitalisme pacificateur peut être illustrée par le recul global des guerres depuis deux siècles, selon plusieurs études sur la question²⁶. En témoigne la longue période de paix globale au XIXe siècle, de 1815 à 1914, période d'expansion du capitalisme s'il en est. En témoigne aussi celle que nous vivons depuis 1945. Même si les *Masters of War*, de la chanson de Dylan sur les marchands de canon²⁷, ont sans doute intérêt à la guerre, ou plutôt à la préparation de la guerre, ils ne constituent qu'une partie réduite des entreprises, la plupart ont besoin de la paix et craignent par-dessus tout les conséquences de la guerre, les ruptures des échanges qu'elle provoque, l'arrêt des projets et des plans à long terme, etc. Et d'ailleurs les marchands d'armes prospèrent très bien en période de paix, il leur suffit d'armer les défenses nationales. L'Amérique latine est globalement en paix depuis un bon siècle, ayant évité les guerres mondiales, elle n'a pas cessé d'acheter des armes. Dassault et les autres fabricants de matériel militaire ont prospéré dans la longue paix en Europe depuis 1945.

Une deuxième raison est la prospérité qu'apporte le capitalisme, prospérité et ensuite démocratie, car *les démocraties ne se font pas la guerre* (entre elles), elles cherchent plutôt à négocier. Le recul des guerres au XXe siècle – il suffit de comparer la première moitié du siècle à la deuxième, il suffit d'observer l'évolution de l'Europe – a accompagné l'extension de la démocratie à travers le globe.

Une troisième raison est que le capitalisme substitue la production au pillage. Avant la révolution industrielle, le seul moyen de s'enrichir rapidement était dans la force, la guerre, le pillage, puisque le gâteau n'augmentait pas ou très peu. Avec la croissance économique moderne, la production, l'entreprise, l'industrie, apparaissent comme des moyens beaucoup moins coûteux et plus efficaces de s'enrichir. Comme le disait Harold Perkin en 1969, « la révolution industrielle ouvrit la voie aux humains pour achever la maîtrise de leur environnement physique, *sans le besoin indispensable de s'exploiter entre eux* ». Idée qu'on trouve déjà chez Walter Lippmann dans son grand livre de 1937 (*The Good Society*²⁸) : « *Jusqu'à ce que la division du travail ait commencé à rendre les hommes tributaires de la libre collaboration des autres, la politique, ici-bas, était de type carnassier. Les prétentions spirituelles étaient pour l'au-delà. Ce n'est qu'après que la révolution industrielle eut modifié le mode de vie traditionnel que les perspectives s'ouvrirent au terme desquelles les hommes virent la possibilité d'une Bonne Société sur cette terre. Enfin ! Le vieux schisme entre le monde et l'esprit, entre l'égoïsme et l'altruisme désintéressé, était virtuellement clos et une orientation entièrement nouvelle de la race humaine devenait théoriquement concevable et en fait devenait une nécessité* ».

Montesquieu et Hume aussi ont exprimé ces idées, largement vérifiées dans l'expérience du marché commun après 1945, voir Hirschman, 1977 : « *Le commerce guérit les préjugés destructeurs, il police et adoucit les mœurs grossières. Il rend les gens moins rustres et plus*

²⁵ "There are few ways in which a man can be more innocently employed than in getting money." Samuel Johnson, dans *Life of Johnson* de James Boswell, 1791.

²⁶ *Human Security Report 2005*, Le Monde, 2005, Larané, 2010.

²⁷ "Come you masters of war You that build the big guns You that build the death planes You that build all the bombs, etc."

²⁸ Traduit en français sous le titre : *La Cité libre*.

humains. *L'esprit du commerce est le ciment des nations. Les nations commerçantes cherchent leur profit et non des conquêtes, et le profit, à long terme, repose sur la satisfaction mutuelle provenant d'échanges volontaires* », Montesquieu, *L'Esprit des lois*.

« *Dans une civilisation commerçante, les factions sont moins irréductibles, les révolutions moins tragiques, l'autorité moins sévère et les séditions moins fréquentes* », David Hume, *Essais politiques*

Un autre aspect positif du capitalisme, lié au dicton, *l'argent n'a pas d'odeur*, c'est la montée de la *tolérance* et de l'acceptation de l'autre. Les marchands, les industriels et les financiers attachent peu d'importance à l'origine ou à la croyance des gens avec qui ils échangent, du moment que l'échange est profitable. En outre, au contact de gens différents, ils en viennent à mieux les comprendre et les respecter, à la différence des guerriers et nationalistes retranchés au milieu des leurs. C'est ce que Voltaire exprime dans ses *Lettres anglaises*²⁹, suite à sa querelle avec le chevalier de Rohan en 1726, son arrestation et son exil de plus de deux ans en Grande-Bretagne : « *Entrez dans la Bourse de Londres, cette place plus respectable que bien des cours ; vous y voyez rassemblés les députés de toutes les nations pour l'utilité des hommes. Là, le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute ; là, le presbytérien se fie à l'anabaptiste, et l'anglican reçoit la promesse du quaker. Au sortir de ces pacifiques et libres assemblées, les uns vont à la synagogue, les autres vont boire ; celui-ci va se faire baptiser dans une grande cuve au nom du Père par le Fils au Saint-Esprit ; celui-là fait couper le prépuce de son fils et fait marmotter sur l'enfant des paroles hébraïques qu'il n'entend point ; ces autres vont dans leur église attendre l'inspiration de Dieu, leur chapeau sur la tête, et tous sont contents. S'il n'y avait en Angleterre qu'une religion, le despotisme serait à craindre ; s'il y en avait deux, elles se couperaient la gorge ; mais il y en a trente, et elles vivent en paix et heureuses* » (Septième lettre, *Sur les presbytériens*).

Ce passage est fondamental, car il nous fait comprendre la différence entre la France et la Grande-Bretagne de l'époque, et le rôle des marchés dans cette différence. La France a aboli en 1685 l'Édit de Nantes de 1598 par l'Édit de Fontainebleau, tous les protestants doivent se convertir ou partir. Quelle est la logique d'une décision qui nous paraît aujourd'hui aussi absurde ? Il s'agit en fait de préserver la paix du royaume, car tout le monde a en tête les guerres de religion³⁰ et leurs atrocités de la deuxième moitié du dernier siècle, ainsi que la guerre de Trente ans (1618-1648), autre guerre de religion, internationale celle-là, un peu comme nous avons en tête les atrocités des deux guerres mondiales. Il ne semble pas y avoir d'autre solution qu'un peuple homogène dans ses croyances, en réalisant cela, on aura la paix, l'épanouissement des relations humaines et de l'économie, la prospérité du pays.

Mais une autre solution, celle que nous avons tous adoptée aujourd'hui, est en train de naître au même moment de l'autre côté de la Manche, c'est celle de la *tolérance*. La deuxième révolution anglaise de 1688 a édicté, sous l'influence de John Locke et sa *Lettre sur la tolérance* (1689) une loi du même nom, *Toleration Act* (1689), instituant la liberté de culte, l'idée que la religion est une affaire privée, que l'État n'a pas à s'en mêler.

Le lien avec les marchés est central ici, c'est parce que les marchés étaient plus développés en Angleterre, comme le note Voltaire dans ce passage célèbre, *que les bénéfiques et la possibilité de cette autre solution, se sont peu à peu imposés aux esprits*. C'est parce que les marchés étaient moins développés en France, on est en plein dans le colbertisme qui est une forme d'économie de commande, de planification où tout est contrôlé et imposé, que cette idée de

²⁹ Ou *Lettres philosophiques*, publiées en 1734.

³⁰ Guerre civile en France entre 1562 et 1598, huit guerres au total qui font entre 1 et 3 millions de morts dans une population de 15 à 18 millions d'habitants, soit en proportion plus que les deux guerres mondiales réunies.

tolérance était peu répandue. Il faudra attendre Voltaire et les autres philosophes, plus d'un demi-siècle, pour qu'elle finisse par apparaître.

Quant à *la solidarité*, il semble évidemment paradoxal d'en parler à propos du capitalisme, régime réputé du chacun dans son coin, chacun pour soi, la concurrence, « la guerre de tous contre tous³¹ », etc. Mais en réalité on se rend compte que le chacun pour soi est plutôt le fait du socialisme réel, dans une société à la fois de pénurie et d'oppression, chacun a tendance à faire jouer les comportements de défense, plutôt que ceux de coopération. Le monde devient une jungle où chacun essaie de s'en tirer, au besoin en écrasant les autres. Après tout, c'est un syndicat répondant au nom de *Solidarité* qui a déclenché le processus de la chute du socialisme réel à l'Est et du rétablissement des libertés économiques et politiques. La solidarité est finalement plus présente dans les économies démocratiques capitalistes, d'abord au sein de la classe ouvrière, en lutte contre l'ennemi de classe. C'est aussi un paradoxe bien sûr, mais quand l'ennemi de classe a en principe disparu, et que les syndicats sont interdits, ainsi que les grèves, il y a peu de place pour la solidarité.

Et ensuite, et de façon encore plus importante, parce que la société d'échanges nécessite une coopération constante. C'est ce que constate Jacques Maritain encore dans ses *Réflexions sur l'Amérique* (1958), étonné de trouver aux États-Unis une société bien plus solidaire que dans ses préconceptions³² : « *Cette civilisation m'apparaissait ... comme une sorte de rituel dédié à quelque déesse étrangère. Sa logique interne, originellement fondée sur le principe de la fécondité de l'argent et sur la primauté absolue du profit individuel, était inhumaine et matérialiste. Pourtant, par un paradoxe étrange, les gens qui vivaient et trimaient dans ce cadre structurel, ce rituel de civilisation, arrivaient à ne pas laisser engluier leur âme dans ce système. Au moins, en ce qui concerne les choses essentielles, leur âme et leur énergie vitale, leurs rêves et leurs efforts quotidiens, leur idéalisme et leur générosité allaient à contre-courant de la logique interne de cette structure surimposée. Ils étaient amoureux de liberté et amoureux de l'humanité. Ces gens se raccrochaient à l'importance des normes morales, ils avaient grand souci de sauver le monde, c'était le peuple le plus humain et le moins matérialiste des peuples modernes* ».

Ailleurs, Maritain remarque « *le sens de l'amitié entre les hommes, la bonté, le dévouement, la spontanéité à aider autrui. De là cette gentillesse, cette ouverture de cœur américaine qui est un trait si frappant pour les visiteurs étrangers. Les Américains sont prêts à aider autrui et heureux d'aider autrui. Ils sont avec chacun en termes égaux de camaraderie. Et pourquoi ? Simplement parce que l'autre est un être humain, un compagnon dans l'espèce humaine. Cela est assez pour qu'il soit supposé digne d'assistance et de sympathie, quelquefois d'une attention étonnamment délicate et généreuse* ».

J.-F. Revel (1970) et Michael Novak (1987) font nombre de réflexions voisines : « *Tout comme l'Europe s'imagine l'Amérique encore puritaine, de même elle ne parvient pas à se la représenter autrement qu'asservie aux gadgets, alors que par exemple c'est le seul pays où l'automobile soit réellement traitée comme un simple outil et où les gens ne conduisent pas de façon névrotique ; alors surtout que, comme la révolution morale, la révolution écologique, qui en fait partie, a ouvert l'ère de la défiance, sinon du mépris, pour la machine* » (JFR).

³¹ «*They are in that condition which is called war; and such war, as is of every man, against every man. [...] No Arts; no Letters; no Society, and which is worst of all, continual fear, and danger of violent death; And the life of Man, solitary, poor, nasty, brutish, and short*». Thomas Hobbes, *Leviathan*, 1651.

³² Même réaction chez J.-F. Revel qui raconte dans *L'Obsession anti-américaine* (2002) comment lorsqu'il débarque pour la première fois aux États-Unis, rempli de préjugés sur une jungle féroce où l'homme est un loup pour l'homme, il découvre des gens ouverts, fraternels, coopératifs, prêts à aider, nombre de services culturels gratuits comme les bibliothèques, etc.

« *Le vice socialiste est d'imaginer que la fraternité exige le collectivisme. ... Ironie du sort, une société fondée sur l'individualisme concurrentiel et sur l'appât de la possession semble encourager chez ses membres des formes de générosité, d'ouverture aux autres, de volonté de partage et de confiance en leur bonne foi. Cependant que les sociétés socialistes existantes semblent restreindre le champ de la confiance puisque des groupes rivalisent pour les mêmes attributions, ils ont donc des intérêts qui vont à l'encontre les uns des autres. C'est le collectivisme qui dresse l'homme contre l'homme* » (MN).

Max Weber constatait également que tous les systèmes économiques sont basés sur la cupidité, l'avidité, mais le capitalisme, grâce au fait qu'il repose sur le profit, est le seul à pouvoir discipliner cette cupidité. Plus récemment le prix Nobel Gary Becker a aussi expliqué en quoi les marchés étaient ennemis de la discrimination raciale ou ethnique. Les préjugés sont coûteux et n'ont pas de sens sur des marchés concurrentiels, ils peuvent empêcher l'accès à des marchés ou à des employés dont les firmes ont besoin, réduisant ainsi les profits.

Enfin les valeurs du capitalisme démocratique de marché, d'une république marchande, sont celles de liberté, responsabilité, effort, inventivité, créativité, poursuite du bien-être et du progrès. Elles ne sont pas à négliger, la parole donnée, l'honnêteté, l'indépendance, le respect mutuel, le refus de la force et aussi le travail, car comme le reconnaissait Jaurès, « *la bourgeoisie est une classe qui travaille* ».

Si on prend un peu de recul historique, on s'aperçoit aisément que dans les sociétés occidentales, le racisme a reculé, le respect de l'autre a progressé, la xénophobie est condamnée, l'égalité des sexes a fait des progrès fantastiques, l'acceptation des minorités, sexuelles ou autres, n'a rien à voir avec les préjugés d'autrefois. Le politiquement correct a bien des aspects ridicules, mais il exprime aussi avec raison le fait que certaines attitudes ou certains mots ne sont plus acceptables. Comparons avec la fin du XIXe siècle ou l'entre-deux-guerres, quand l'antisémitisme était affirmé partout et nullement réprouvé, quand Oscar Wilde était jeté au fond d'une geôle, quand les femmes avaient un statut de mineures, quand des peuples lointains étaient ramenés des colonies et montrés dans des zoos, quand l'ultranationalisme était considéré comme une opinion normale, etc., qui pourra prétendre que les normes morales dans les pays capitalistes n'ont pas progressé ?

CONCLUSION

Après avoir passé en revue tous ces aspects positifs, il faut rappeler pour terminer que les aspects négatifs bien connus du capitalisme, crises, inégalités, effets sur l'environnement, etc., doivent toujours être mis en balance avec les premiers. Parmi eux, la faculté de contrer les inconvénients du système, la faculté de réforme autrement dit – avec l'exemple du changement des mentalités et des mesures concernant l'environnement – doit aussi être prise en compte dans le bilan.

Enfin les résultats négatifs ne peuvent et ne doivent être jugés que *par rapport à d'autres systèmes praticables, faisables, envisageables*. On ne peut juger des conséquences négatives du capitalisme par rapport à un système idéal qui n'existe pas, car quand les idéals deviennent réalité, ils ont tendance à ne plus être si idéaux que ça... Novak (1987) exprime bien cette tension entre idéal et réalité : « J'avais tendance à accorder du mérite aux socialistes pour la pureté de leur idéalisme. Le capitalisme se justifiait peut-être parce qu'il fonctionnait mieux, mais, j'en étais d'accord : le capitalisme représentait un idéal moins élevé. Cependant la notion qu'un idéal impraticable puisse être moralement acceptable me troublait quand même un peu. Si un idéal ne marche pas en pratique, n'est-ce pas là la preuve qu'il est déconnecté de la réalité humaine ? N'est-ce pas le signe que c'est un faux idéal ? »

BIBLIOGRAPHIE

- Audier S. (2008), *Aux origines du néo-libéralisme : le colloque Walter Lippmann*, Éditions du Bord de l'eau
- Balcerowicz L. et S. Fischer éd. (2006), *Living Standards and the Wealth of Nations: Successes and Failures in Real Convergence*, MIT Press
- Barro Robert J. et Jong-Wha Lee (2000), "International Data on Educational Attainment Updates and Implications", National Bureau of Economic Research Working Paper 7911
- Bosworth D. (2000), "The Spirit of Capitalism", *The Public Interest*, n° 138, Winter, p. 3-28
- Boudon R. (2010), « Situation de la démocratie française », *Commentaire*, n° 131, p. 589-598
- Cotta A. (1977), *Le Capitalisme*, Que sais-je ?, PUF
- Diemer A. (2003), « Croissance, démocratie et développement », Congrès « *Monnaie, convergence et croissance* », AIELF, 26-27-28 mai 2003, Athènes, Grèce, 26 p.
- The Economist (2010), "The World's Biggest Economy, When Will China Overtake America?", 18-31 décembre 2010, p. 129
- Fraser Institute (2008), *Economic Freedom of the World Annual Report*, en ligne sur le site
- Friedman M. & R. (1979), *Free to Choose*, Harcourt Brace Jovanovitch; trad. *La liberté du choix*, Belfond, 1980
- Friedman M. (1962), *Capitalism and Freedom*, Chicago University Press
- Hayek F.A. ed. (1954), *Capitalism and the Historians*, University of Chicago Press, rééd. 1963
- Heilbroner R. (1953), *The Worldly Philosophers*, Simon & Schuster, 7ème édition 1999; trad. *Les grands économistes*, Seuil, 2001
- Heilbroner R. (1963), *The Making of Economic Society*, Prentice Hall, 11ème édition 2001
- Heilbroner R. (1978), "What is socialism?", *Dissent*, été 1978, p. 346-348
- Heilbroner R. (1985), *The Nature and Logic of Capitalism*, Norton ; trad. *Le capitalisme, nature et logique*, Economica, 1986
- Giget M. (2001), « Une démocratisation plus rapide », *Le Monde*, 9 janvier 2001
- Gilder G. (1981), *Wealth and Poverty*, Basic Books; trad. *Richesse et pauvreté*, Albin Michel, 1980
- Hirschman A.O. (1977), *The Passions and the Interests*, Princeton University Press; trad. *Les passions et les intérêts*, PUF, 1980
- Horvat B. (1982), *The Political Economy of Socialism*, E.M. Sharpe
- Human Security Report 2005 (2006), *War and Peace in the 21st Century*, OUP
- Judt Tony (2006), "Goodbye to All That?", *The New York Review of Books*, 21 septembre
- Kolakowski L. (1974), *The Socialist Idea*, Basic Books
- Kolakowski L. (1974), *My correct views on everything*, Réponse à la lettre ouverte d'Edward Thompson dans *The Socialist Register*, 1973 ; réédité par St Augustine's Press, 2005
- Kolakowski L. (1978), *Marxisme, utopie et anti-utopie*, Complexe
- Kolakowski L. (1987), *Histoire du marxisme*, deux premiers volumes parus sur trois (*Naissance, Essor, Décomposition*), Fayard, 1987 ; titre original : *Główne nurty marksizmu, Powstanie – rozwój – rozkład*, Instytut Literacki, Paryż, 1976-78 ; trad. Anglaise : *Main Currents of Marxism*, Norton, 2008
- Kolakowski L. (2002), "What is Left of Socialism", *First Things*, octobre
- Korbel A. (2010), "Proudhon: "La propriété, c'est la liberté!" », [Agoravox](#), 15 juillet
- Larané A., (2010), « [2001-2010: La décennie la moins violente depuis 1840](#) », *Herodote*, 12 septembre
- Kristol I. (1978), *Two Cheers for Capitalism*, Mentor, 1978
- Leeson P.T. (2009), "Two Cheers for Capitalism?", *Society*, 24 juillet, Vol. 47, n° 3, p. 227-233
- Le Monde (2010), « La classe moyenne mondiale a triplé en dix ans », 17 septembre, article [en ligne](#) sur le site de l'Itamaraty (Ministère des Affaires étrangères du Brésil)
- Le Monde (2005), « [Les guerres sont moins nombreuses depuis 1992](#) », 18 octobre
- Lippmann W. (1937), *The Good Society*, Little, Brown & Co., rééd. 2005, Transaction publishers ; trad. *La Cité libre*, Librairie de Médicis, 1946 ; rééd. Les Belles Lettres, 2011
- Lipset S.M. (1959), "Some Social Requisites of Democracy", *American Political Science Review*, n°53, 1959
- Maritain J. (1953), *L'Homme et l'État*, PUF, 1953
- Maritain J. (1958), *Réflexions sur l'Amérique*, Fayard, 1958
- Novak M. (1982), *The Spirit of Democratic Capitalism*, Madison Books, 2 éd. 1990, 464 p., trad. *Une éthique économique, les valeurs de l'économie de marché*, Cerf, 1987, 448 p.

- Novak M. (2000), "Capitalism and the Human Spirit", commentaire sur Bosworth (2000), *The Public Interest*, n° 139, p. 76-83
- Novak M. (2004), *The Universal Hunger for Liberty: Why the Clash of Civilizations Is Not Inevitable*, Basic Books, 281 p.
- Perkin H.J. (1969), *The Origins of Modern English Society 1780-1880*, Routledge & Kegan Paul ; 2ème édition, Taylor & Francis, 2002
- Perroux F. (1948), *Le Capitalisme*, Que sais-je ?, PUF
- Proudhon P.J. (2009), *Liberté, partout et toujours*, *Textes choisis*, Les Belles Lettres
- Rand A. (1986), *Capitalism: The Unknown Ideal*, Signet, rééd. 2010
- Reisman G. (1996), *Capitalism: A Treatise on Economics*, Madison Books
- Revel J.-F. (1970), *Ni Marx ni Jésus*, Robert Laffont
- Revel J.-F. (2002), *L'Obsession antiaméricaine*, Plon
- Schumpeter, J.A. (1951), *Impérialisme et classes sociales*, rééd. Flammarion, 1999
- Shleifer A. (2009), "The Age of Milton Friedman", *JEL* vol. XLVII, n° 1, p. 123-135
- Stolyarov II G. (2008), "Enabling Ethical Behavior through Free Markets", dans une série d'articles en ligne sur le thème [Capitalism and Morality](#), Wheeling Jesuit University, West Virginia
- Warren Bill (1981), *Imperialism pioneer of capitalism*, Verso
- Wilson J.Q. (1995), "Capitalism and Morality", *The Public Interest*, n° 121, Fall, p. 42-60
- Wilson J.Q. (2000), "Two Cheers for Capitalism", commentaire sur Bosworth (2000), *The Public Interest*, n° 139, p. 72-76
- Wolf M. (2011), "La grande convergence", *Le Monde*, 10 janvier 2011